

DIALOGUE GLOBAL

2.4

Où va la sociologie chinoise ?

Liping Sun

Sociologie et célébrité

Robert Van Krieken
Vedat Milor

Violence et protestation en Amérique latine

Johanna Parra
Nadia Rodríguez
Milton Vidal

- > Réunion du Comité Exécutif à Beyrouth
- > Laboratoire pour doctorants à Johannesburg
- > Journeys through Sociology
- > Les révoltes arabes
- > Une ou plusieurs sociologies ?
- > Notre équipe éditoriale en Iran
- > La place de la sociologie francophone dans le monde
- > Billet sur l'ISA : En savoir plus sur l' AISLF
- > Les défis pour la Société Indienne de Sociologie
- > Sociologie publique à l'université d'Ankara
- > Vers des futurs plus démocratiques

NEWSLETTER



VOLUME 2 / NUMÉRO 4 / MAI 2012

GDN

Association
Internationale
de Sociologie



> Éditorial

L'ISA en ligne – L'avenir de la sociologie

Cela fait deux ans que *Dialogue Global* existe. Nous sommes passés de 8 à 30 pages, de 5 à 13 langues, d'une modeste newsletter à un magazine. *Dialogue Global* est publié en version électronique – quoique, partout où je vais, mes bagages sont toujours chargés d'exemplaires papier imprimés dans les langues appropriées. Cette publication offre un regard sociologique sur les événements qui surviennent dans le monde, en même temps qu'elle centralise les informations sur ce qui se passe au sein de l'ISA, les conférences, les débats dans le domaine de la sociologie, les rubriques spéciales, les tendances récentes des sociologies au niveau national, etc. Très important est le dialogue qu'elle contribue à créer au sein des équipes de traducteurs et entre elles. Par exemple, dans ce numéro, les jeunes membres pleins d'enthousiasme du Laboratoire de Sociologie Publique de Varsovie livrent un compte rendu du colloque qu'ils ont organisé à l'occasion du lancement de la version polonaise de *Dialogue Global* – un colloque qui prolonge le débat de *Dialogue Global* sur le caractère global et universel de la sociologie. L'un des résultats, c'est donc un réseau d'équipes de jeunes sociologues connectées entre elles, qui développent des conceptions différentes de la sociologie mondiale.

Public Sociology, Live! obéit à un principe semblable. Dans cette salle de classe à l'échelle globale, une série de brillants sociologues, solidement ancrés dans les pays où ils vivent et travaillent, parlent de leur expérience de l'engagement à des étudiants de Berkeley captivés. Grâce à Skype, ces sociologues fortement engagés dans le débat public n'ont pas besoin de s'éloigner de leur travail : les conversations sont enregistrées et mises en ligne sur le site web de l'ISA, où quiconque ayant accès à Internet peut les voir (<http://www.isa-sociology.org/public-sociology-live/>). Des groupes d'étudiants, ainsi que leurs professeurs, notamment à Barcelone, Téhéran, Johannesburg, São Paulo, Kiev et Oslo, les regardent et mettent ensuite en ligne des résumés de leurs débats sur [facebook](#), ce qui à son tour suscite de nouveaux débats. Nous contribuons ainsi à créer des plaques tournantes, des laboratoires et des instituts qui s'enrichissent mutuellement en étant reliés les uns aux autres, alimentant une communauté mondiale de sociologues unis par leur diversité.

Les médias sociaux peuvent intensifier et enrichir l'interaction directe, au moment même où ils apportent cette interaction à différents publics dans le monde. Ainsi, dans la série de vidéos [Journeys through Sociology](#), sur laquelle revient Laleh Behbehani dans ce numéro, les membres du Comité Exécutif de l'ISA, qui sont dispersés dans le monde entier, sont interrogés sur ce qui les a amenés à la sociologie et sur les difficultés qu'ils ont rencontrées en cours de route. La plupart des membres de l'ISA n'auront vraisemblablement jamais l'occasion d'entendre ou de voir ceux qui dirigent l'association, mais ils peuvent désormais les trouver à portée d'un simple clic. Voici donc des exemples de ce qui, en principe, peut être réalisé depuis n'importe quel endroit du monde – des modèles que d'autres peuvent copier, modifier et perfectionner. Internet peut être synonyme de dégradation de l'enseignement mais il peut aussi le stimuler, il peut diluer la communication mais il peut aussi l'enrichir. Tant que nous contrôlons Internet, nous pouvons décider quel usage nous en faisons.

Dialogue Global paraît cinq fois par an dans 13 langues. Vous pouvez le retrouver sur le [site web de l'ISA](#). Les propositions d'articles sont à adresser à Michael Burawoy : burawoy@berkeley.edu



Où va la sociologie chinoise ? Dans cette interview, l'éminent intellectuel et sociologue chinois Liping Sun rend compte de la place de la sociologie dans la vie publique chinoise et explique pourquoi la Chine se dirige vers la stagnation.



De la « célébrification » à l'université. Robert van Krieken traite de l'invasion du milieu universitaire par la célébrité, à l'origine d'un star system sur le mode hollywoodien, où règne la logique du « gagnant qui remporte tout » et qui conduit à une promotion pernicieuse du travail des chercheurs.



De professeur de sociologie à gourou culinaire. Envie de donner un tournant à votre carrière ? Le sociologue turc Vedat Milor nous raconte comment il est devenu une personnalité de la télévision qui fait l'objet d'un véritable culte – le tout à partir d'une émission télévisée de gastronomie diffusée en prime time.

> Comité de rédaction

Directeur de la publication :

Michael Burawoy.

Responsables d'édition :

Lola Busuttil, August Bagà.

Rédacteurs en chef associés :

Margaret Abraham, Tina Uys, Raquel Sosa, Jennifer Platt, Robert Van Krieken.

Rédacteurs-consultants :

Izabela Barlińska, Louis Chauvel, Dilek Cindoğlu, Tom Dwyer, Jan Fritz, Sari Hanafi, Jaime Jiménez, Habibul Khondker, Simon Mapadimeng, Ishwar Modi, Nikita Pokrovsky, Emma Porio, Yoshimichi Sato, Vineeta Sinha, Benjamin Tejerina, Chin-Chun Yi, Elena Zdravomyslova.

Équipes régionales :

Monde arabe :

Sari Hanafi, Mounir Saidani.

Brésil :

Gustavo Taniguti, Juliana Tonche, Pedro Mancini, Fabio Silva Tsunoda, Célia da Graça Arribas, Andreza Galli, Renata Barreto Preturlan.

Colombie :

María José Álvarez Rivadulla, Sebastián Villamizar Santamaría, Andrés Castro Araújo.

Inde :

Ishwar Modi, Rajiv Gupta, Rashmi Jain, Uday Singh.

Iran :

Reyhaneh Javadi, Shahrad Shahvand, Fatemeh Moghaddasi, Saghar Bozorgi, Nastaran Mahmoudzadeh, Najmeh Taheri, Tara Asgari Laleh, Milad Rostami.

Japon :

Kazuhiisa Nishihara, Mari Shiba, Kousuke Himeno, Tomohiro Takami, Yutaka Iwadate, Kazuhiro Ikeda, Yu Fukuda, Michiko Sambé, Takako Sato, Shohei Ogawa, Tomoyuki Ide, Yuko Hotta, Yusuke Kosaka.

Pologne :

Mikołaj Mierzejewski, Karolina Mikołajewska, Jakub Rozenbaum, Michał Chelmiński, Emilia Hudzińska, Julia Legat, Adam Muller, Wojciech Perchuć, Anna Piekutowska, Anna Rzeźnik, Konrad Siemaszko, Zofia Włodarczyk.

Russie :

Elena Zdravomyslova, Anna Kadnikova, Elena Nikiforova, Asja Voronkova.

Taïwan :

Jing-Mao Ho.

Turquie :

Aytül Kasapoğlu, Nilay Çabuk Kaya, Günnur Ertong, Yonca Odabaş, Mustafa Aykut Attar.

Consultants médias :

Annie Lin, José Reguera.

> Dans de numéro

Éditorial – L'ISA en ligne : L'avenir de la sociologie **2**

Où va la sociologie chinoise ?

Entretien avec Liping Sun, Chine **4**

> DE LA CÉLÉBRITÉ

De la « célébrification » du milieu universitaire

par Robert van Krieken, Australie **6**

De professeur de sociologie à gourou culinaire

par Vedat Milor, Turquie **8**

> VIOLENCE ET PROTESTATION EN AMÉRIQUE LATINE

La violence au pays des émeraudes

par Johanna Parra, Colombie **11**

Restitution des terres en Colombie

par Nadia Rodríguez, Colombie **13**

Le mouvement étudiant au Chili

par Milton Vidal, Chili **15**

> QUE SE PASSE-T-IL À L'ISA ?

Réunion du Comité Exécutif à Beyrouth, 2012

par Michael Burawoy, États-Unis **17**

Laboratoire pour étudiants en doctorat, novembre 2011

par Tina Uys, Afrique du Sud **20**

Journeys through Sociology, parcours sociologiques

par Laleh Behbehani **21**

> CONFÉRENCES

Les révoltes arabes

par Amina Arabi et Julian Jürgenmeyer, Liban **23**

Une ou plusieurs sociologies ? Un dialogue polonais

par Mikołaj Mierzejewski, Karolina Mikołajewska et Jakub Rozenbaum, Pologne **25**

> RUBRIQUES SPÉCIALES

Dialogue Global : Notre équipe éditoriale en Iran

par Reyhaneh Javadi, Iran **27**

La place de la sociologie francophone dans le monde

par André Petitat, Suisse **29**

Billet sur l'ISA : Pour en savoir plus sur l'AILS

par Jennifer Platt, Royaume-Uni **31**

> SOCIOLOGIES À TRAVERS LE MONDE

Les défis pour la Société Indienne de Sociologie

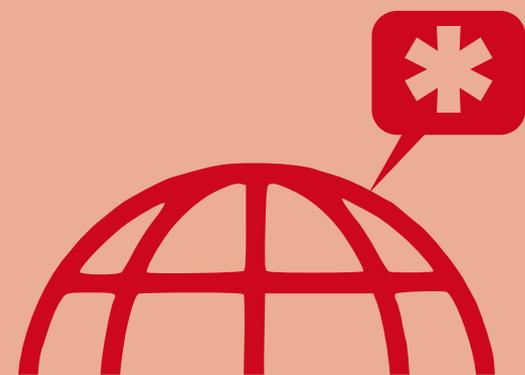
par Ishwar Modi, Inde **32**

Sociologie publique à l'Université d'Ankara

par Günnur Ertong et Yonca Odabaş, Turquie **34**

Vers des futurs plus démocratiques

par Markus S. Schulz, États-Unis **36**



> Où va la sociologie chinoise ?

Entretien avec Liping Sun

Cet entretien a été mené par Michael Burawoy pour *Dialogue Global*, avec la médiation du professeur Yuan Shen, de Lina Hu et de Xiuying Cheng. Liping Sun, qui compte parmi les intellectuels les plus en vue dans la Chine d'aujourd'hui, est professeur de sociologie à l'Université Tsinghua de Pékin.

MB : Vous avez récemment traité du blocage ou de la stagnation du développement chinois, ou de ce que vous avez appelé « le piège de la transition ». Qu'entendez-vous par « piège de la transition » ?

LS : Le piège de la transition fait référence à des intérêts octroyés pendant le processus de réforme qui empêchent la poursuite des réformes. Ceux qui ont bénéficié des réformes veulent maintenir le *statu quo*, ils espèrent figer les institutions avec les caractéristiques propres à la transition et veulent mettre en place des « institutions mixtes » qui maximiseront leurs intérêts. Tout cela conduit à la distorsion du développement socio-économique et à l'accumulation de problèmes économiques et sociaux. Par rapport à celle de l'Union soviétique ou de l'Europe de l'Est, la transition chinoise est perçue comme un modèle graduel, et c'est là que réside le problème, le succès rapide de ce processus de réforme a désormais dressé ses propres barrières.

MB : Que voulez-vous dire par là ?

LS : Le succès économique de la Chine était garanti par un monopole d'État sur toutes sortes de ressources et par un puissant appareil administratif. Ce modèle particulier de développement économique s'est appuyé sur des bureaucrates corrompus passant par l'intermédiaire d'un État avide de rentes. L'expansion de cette puissante bureaucratie a cependant fait obstacle à une



L'éminent sociologue chinois Liping Sun présente sa thèse sur le « piège de la transition ».

transition plus poussée vers une véritable économie de marché, une économie fonctionnant dans le respect de « l'État de droit ».

MB : Vous êtes un intellectuel connu en Chine. Qu'est-ce que cela signifie pour vous ? Dans les faits, comment diffusez-vous la sociologie auprès de différents publics ? Dans quelle mesure faire de la sociologie publique vous a-t-il affecté ?

LS : On peut considérer la différence entre sociologie « traditionnelle » et sociologie « publique » comme suit. L'intérêt premier de la sociologie traditionnelle est de produire des connaissances sur la vie sociale. Bien que ces

connaissances vont également influencer sur la société, ceci n'intervient que de manière « indirecte », comme conséquence involontaire. À l'inverse, bien que la sociologie publique produise également des connaissances sur la société, son intérêt premier est d'influer sur la société. Selon les termes de Robert Merton, la fonction manifeste de la sociologie traditionnelle est de produire des connaissances, et sa fonction latente d'influer sur la société. La sociologie publique, c'est exactement le contraire.

Les différences entre les deux types de sociologie s'expriment dans le choix du sujet de recherche et dans la manière dont les conclusions sont tirées. En Chine, lorsque l'on choisit un sujet de recherche, la priorité est donnée aux principaux problèmes sociaux exigeant des réponses. C'est le cas par exemple de notre travail de recherche sur l'évolution de la structure sociale au cours du processus de transition, sur les contradictions et conflits sociaux, sur le piège de la transition, et ainsi de suite. Notre objectif est clair : tirer des conclusions qui auront une influence sur la compréhension du problème par l'opinion publique, et même sur l'élaboration des politiques gouvernementales.

Il y a trois principaux canaux d'influence : publier des articles scientifiques dans des revues scientifiques afin d'influer sur l'orientation de la discipline ; intervenir dans les médias publics (y compris les médias sociaux

>>

tels que twitter) afin d'influer sur la compréhension de la population ; rédiger des rapports de recherche sur des sujets spécifiques, et influer sur le gouvernement en les publiant dans les médias d'information et les médias sociaux. Cependant, en général, nous ne nous engageons pas directement dans des actions sociales.

MB : Quel est selon vous le rôle ou la fonction de la sociologie dans la Chine d'aujourd'hui ?

LS : Parce que la Chine est une société en transition en proie à de profondes transformations sociales, la sociologie a un plus grand impact sur la vie publique. Aujourd'hui, la sociologie peut influer aussi bien sur l'opinion publique que sur les politiques gouvernementales. Ainsi, les différents modèles d'industrialisation développés par des sociologues, comme les *Township and Village Enterprises* (TVE), et les recommandations relatives à l'intégration du développement des villes et des campagnes sont devenus des orientations soutenues par l'État au niveau local. Certains concepts théoriques introduits par des sociologues, comme celui de « communauté », sont devenus le mot d'ordre de documents exposant la politique des pouvoirs publics, et ont inspiré les pratiques dans la vie publique après le démantèlement du système de l'unité de travail.

MB : Quels sont les dilemmes auxquels sont aujourd'hui confrontés les intellectuels chinois engagés dans le débat public ? Y a-t-il des sujets sur lesquels vous ne pouvez pas écrire ou dont vous ne pouvez pas parler ? Ou avez-vous des méthodes particulières pour contourner les questions sensibles ? Comment survit-on en tant que critique de l'État ?

LS : Dans la situation actuelle en Chine, on est effectivement confronté à de nombreuses limitations quand on veut traiter des affaires publiques. Mais en même temps, il convient d'observer que l'espace laissé aux intellectuels engagés est plus grand que ce que l'on pourrait imaginer. Beaucoup de questions de société peuvent être abordées

directement. On peut également s'exprimer sur certains sujets sensibles en employant certains détours diplomatiques. Par exemple, on peut parler de la réalité actuelle en parlant d'histoire, ou parler de la Chine en parlant de l'Union soviétique ou de l'Europe de l'Est, et ainsi de suite. Depuis l'apparition d'Internet, des blogs et de twitter, l'espace pour débattre directement de certaines questions sensibles s'est considérablement étendu, car le contrôle exercé sur ces médias est moins strict. Sans oublier que l'objectivité de la sociologie et son intérêt pour les données factuelles – autrement dit son caractère scientifique – contribuent également à élargir l'espace requis pour aborder ouvertement des questions de société.

MB : Qu'est-ce qui vous a amené à la sociologie ? Je sais que vous avez consacré beaucoup de temps à des projets d'histoire orale avec des paysans. Quels sont les enseignements que vous avez tirés de ces travaux de recherche sociologique ?

LS : J'ai d'abord fait des études en sciences de la communication avant de passer à la sociologie à la fin de mes études à l'université. À l'époque, en Chine, la sociologie était en cours de reconstruction, après avoir été délaissée pendant près de 30 ans. Dans les années 80, mes recherches portaient principalement sur la modernisation car à cette époque-là, c'était dans la société chinoise le sujet central. C'est en 1996 que j'ai commencé mes recherches sur les zones rurales à partir de l'histoire orale. L'objectif était de réunir des informations sur la société rurale afin de comprendre la vie quotidienne des paysans et la « logique communiste dans la pratique » telle qu'elle se traduisait dans leur vie quotidienne. Nous voulions analyser les réformes du marché chinois en tant que processus de « transition civilisationnel », c'est-à-dire en tant que processus qui organisait la vie sociale, et comment il s'ancrait dans les pratiques quotidiennes. C'est pour cette raison que je suis allé dans les zones rurales interviewer des paysans sur leur expérience au cours de la période révolutionnaire.

MB : Quels changements avez-vous observés dans le domaine de la sociologie au cours des 30 dernières années ? Comment concevez-vous l'avenir de la sociologie chinoise ?

LS : Dans le milieu universitaire américain, on s'intéresse à l'accumulation des connaissances, dans le milieu universitaire européen, on s'intéresse aux valeurs, et dans le milieu universitaire chinois, on s'intéresse à la réalité. Autrement dit, en Chine, pour l'université, se soucier de la réalité correspond à une tradition. Cependant, sous l'influence de la sociologie américaine, mais aussi pour d'autres raisons, on observe actuellement au sein de la sociologie chinoise un intérêt pour la réalité de moins en moins marqué. La sociologie semble s'être transformée en étude de la sociologie elle-même plutôt que de la société. Même lorsque les recherches portent sur la société, elles ne produisent souvent que des savoirs très fragmentés.

J'ai toujours été convaincu de l'importance d'étudier les transitions sociales, en particulier à travers les processus et les événements qui les caractérisent. C'est important même quand nous nous intéressons au développement de la sociologie en tant que discipline. Les pères fondateurs de la sociologie moderne se souciaient tous d'expliquer la civilisation capitaliste. Cependant, le communisme offre indéniablement une autre civilisation majeure dans l'histoire de l'humanité. Il possède un ensemble d'institutions, de valeurs et de logiques fort différentes du capitalisme occidental, et il a connu des transformations historiques au cours des dernières années. Je pense que l'étude des caractéristiques, des logiques et des processus de transition de cette civilisation communiste devrait apporter une nouvelle source d'inspiration et de motivation à la sociologie contemporaine et, de fait, aux sciences sociales dans leur ensemble. ■

> De la « célébrification » du milieu universitaire

Robert van Krieken, Université de Sidney (Australie), et Vice-Président de l'ISA chargé des Finances et des Adhésions (2010-2014)



Pierre Bourdieu – une personnalité célèbre opposée à la « célébrification ».

Aujourd'hui dans les universités, on peut clairement observer un certain nombre de lignes de fracture, qui sont en train de s'agrandir et de s'étendre, divisant la communauté universitaire principalement en trois classes :

- une élite de chercheurs vedettes qui exercent peu ou pas de responsabilités au niveau de l'enseignement ou de responsabilités administratives ;
- une « classe moyenne » d'enseignants-chercheurs tiraillés entre des exigences toujours plus importantes à la fois en matière de recherche – davantage de recherche et de meilleure qualité – et d'enseignement – faire cours à des effectifs de plus en plus nombreux d'étudiants. Les performances de l'élite qui se consacre exclusivement à la recherche servent de référence, mais elles sont impossibles à atteindre, c'est pourquoi cette catégorie est condamnée à l'échec et à la frustration, et à poursuivre le Saint-Graal que représente un poste exclusif de chercheur ;
- un prolétariat constitué d'un contingent croissant de professeurs et chercheurs vacataires employés à temps partiel qui connaissent une extrême insécurité de l'emploi et de mauvaises conditions de travail et maintiennent l'espoir de finir par obtenir un poste à plein temps de professeur titulaire.

On peut analyser ces tendances de différentes manières, mais je souhaiterais ici livrer quelques réflexions sur la manière dont un certain type de « rationalité de la célébrité » se trouve également à l'œuvre. Il existe un lien entre les mécanismes sociaux et économiques sur lesquels s'appuient les figures sociales que l'on identifie habituellement comme des célébrités – acteurs et actrices, personnalités de la télé, stars du sport – et les transformations qui affectent les universités partout dans le monde. Plus généralement, mon projet est de reprendre l'analyse de la célébrité pour traiter de questions conceptuelles centrales en sociologie, telles que les inégalités, l'identité, le pouvoir et la gouvernance, et, à différents égards, le domaine de la recherche scientifique est un exemple clé des processus et de la dynamique de la « société de la célébrité ».

Le thème de la célébrité a déjà été traité dans le passé, dans les écrits de Robert Michels et d'autres auteurs, mais C. Wright Mills a apporté une contribution importante lorsqu'il a noté comment la dynamique de toutes les sortes de *compétition* est à la base de la production et de la transformation de certains individus en célébrités – c'est-à-dire des « acteurs » jouissant d'une grande visibilité, qui fonctionnent comme point de référence cognitif et pratique pour tous les autres. Dans *Power Elite* (Oxford, 1957: 74 ; éd. française : *L'élite du pouvoir*, 1969), Mills écrivait :

« En Amérique, ce système en est arrivé au point qu'un homme qui sait envoyer une petite balle blanche dans une série de trous creusés dans le sol avec plus d'efficacité et d'adresse que quiconque gagne ainsi le droit d'être introduit auprès du Président des États-Unis. C'en est arrivé au point qu'un bavard animateur de radio et de télévision devient le camarade de chasse de hauts dirigeants de l'industrie, de membres du gouvernement et de militaires du plus haut rang. Il semble qu'il importe peu en quoi l'homme excelle : du moment qu'il l'a emporté sur tous les autres dans la compétition, il est célébré. »

Cela n'était pas tout à fait vrai : c'est plus la star de rock qui accède au Président, quoique l'homme à la petite balle blanche s'en sorte quand même plutôt bien. Le fait est que le déploiement le plus ample possible en matière de visibilité et de reconnaissance devient une ressource ou valeur *en soi*, indépendamment de ce qui, à l'origine, a suscité la reconnaissance.

Dans le domaine de la recherche scientifique, Robert Merton qualifie le problème de « effet Matthieu », en réfé-

>>

rence à l'Évangile selon saint Matthieu XXV, 29 : « Car on donnera à celui qui a, et il sera dans l'abondance, mais à celui qui n'a pas, on ôtera même ce qu'il a ». Merton observa que les chercheurs qui avaient reçu le prix Nobel étaient l'objet de beaucoup plus d'attention que leurs collègues, quels que soient les mérites relatifs de leurs travaux de recherche. La quantité d'attention accordée aux performances scientifiques avait tendance à s'auto-alimenter, pour autant que l'on s'en tînt à son domaine. Ceci a été théorisé par Herbert Simon en 1971, lorsqu'il faisait observer que quand il y a un surplus d'informations et de connaissances, la ressource qui se fait rare, et qui devient donc une denrée importante, est l'*attention*, la capacité à orienter la cognition dans une direction plutôt que dans une autre ou vers un objet plutôt qu'un autre. L'attention est la ressource rare ou le « bien positionnel » qui circule dans ce que Richard Sennett a appelé le *star system* dans le monde de la musique – comment certains musiciens capables de ne pas être seulement de bons musiciens mais aussi d'intégrer une caractéristique supplémentaire consistant à attirer l'attention, finissent par évincer les autres de l'espace musical.

La tendance croissante à tout axer en fonction des classements internationaux et le perfectionnement toujours plus grand des méthodes de calcul et d'évaluation des performances créent une dynamique semblable de compétition entre universitaires, entre universités et entre pays, et qui dit compétition, dit production de célébrités – universitaires, chercheurs et universités vedettes. Le calcul du nombre de citations permet pour ainsi dire d'évaluer le degré d'influence d'un travail de recherche, mais aussi la notoriété de son auteur au niveau scientifique. Lorsqu'on cite Bourdieu (ou quelque autre auteur), ce n'est pas seulement, ni même principalement, parce que cela constitue un apport important pour notre analyse, mais pour indiquer que l'on connaît Bourdieu.

Dans le monde universitaire, le système actuel de célébrité intervient à trois niveaux : individuel (habituellement des chercheurs, rarement des enseignants), institutionnel (universités) et national ou régional (pays ou groupes de pays). Ce serait peut-être filer un peu trop la métaphore, mais à bien des égards tous veulent – ou sont obligés de vouloir – être la Kim Kardashian de leur discipline ou du milieu universitaire à l'échelle globale. De la même manière que la visibilité de Kardashian a un impact sur sa capacité à gagner de l'argent grâce au sponsoring et à la promotion de son image de marque, les universités accordent de l'importance aux classements parce qu'ils ont une

incidence sur le nombre de nouveaux inscrits, sur le prestige social de l'université, et sur la générosité des mécènes, des donateurs et des gouvernements. C'est également la raison pour laquelle les universités consacrent tellement de temps et d'argent à promouvoir leur « marque ».

Quelles leçons peut-on tirer de l'analyse sociologique de la célébrité, pour trouver les moyens de répondre à ces transformations que connaît l'université ? L'espace manque pour entrer ici dans les détails, mais pour commencer, je peux suggérer quelques pistes. Premièrement, le fait de reconnaître que ce que nous observons est une machine de production et de distribution d'*attention*, et que c'est l'attention qui très souvent est la ressource qui est prise en considération et non la valeur scientifique de ce qui est produit, permet d'appréhender avec plus de scepticisme ce qui se joue dans les universités en termes de prestige. Comprendre que ce qui est présenté comme une méritocratie est sur certains points une véritable « célébritocratie », nous aide à voir que beaucoup d'éléments de la crise sont en fait liés à une « lutte pour l'attention ».

Deuxièmement, si c'est bien de célébrité dont il est question, alors on peut observer ce qui se passe dans le champ plus large de la célébrité et adopter des stratégies similaires dans notre activité universitaire. Nous connaissons tous la célèbre phrase de Andy Warhol « à l'avenir, tout le monde aura ses 15 minutes de célébrité » mais il a plus tard dit que cette phrase l'ennuyait et qu'il voulait la remplacer par cette autre : « en 15 minutes, tout le monde peut devenir célèbre ». On peut voir ce mécanisme à l'œuvre dans l'importante prolifération de différents types de personnes extrêmement visibles et largement reconnaissables (alias les célébrités) dans des champs d'activité de plus en plus nombreux.

Plutôt que d'accepter la hiérarchie du prestige universitaire qui est actuellement en train d'être mise en place, laquelle s'apparente au vieux *star system* hollywoodien, il est possible de créer nos propres systèmes de reconnaissance « issus de la base », différents types de travaux « d'art et d'essai » – pour poursuivre l'analogie –, y compris toute une gamme de réseaux de recherche susceptibles ou non d'accéder au sommet, mais que nous apprécions et dont les travaux nous paraissent utiles et de qualité. Il est possible de rejeter la logique du « gagnant qui remporte tout » qui semble de nos jours envahir les universités, pour nous tourner les uns vers les autres plutôt que de nous laisser séduire par le « regard centripète » axé sur les vedettes du monde universitaire. ■

> La voie de la célébrité : de professeur de sociologie à gourou culinaire

Vedat Milor, Istanbul (Turquie)



Vedat Milor, gourou culinaire – pas vraiment satisfait de son repas.

On pourrait penser que le type que je vois sur mon écran de télévision assiste à une séance spirituelle et se trouve en pleine prière. Il tient sa tête entre ses mains, et ses yeux miclos fixent un point précis. Tout à coup son téléphone portable glisse de sa poche et tombe dans la mer. Suit une certaine agitation. La caméra montre à présent un homme svelte auquel manquent deux dents de devant et qui porte un tablier de cuisinier. Il crie

après les serveurs pour qu'ils récupèrent le téléphone portable. Curieusement, notre bonhomme semble parfaitement étranger au malheureux incident. Au lieu de cela, il se tourne vers le svelte chef cuisinier et lui demande : « Pourquoi avez-vous utilisé pour ce plat du vinaigre de cidre et non du vinaigre de xérès ? ».

Je ne peux pas m'empêcher de rire. Je me regarde, avec un sentiment mêlé d'incrédulité et d'amusement. Il ne s'agit pourtant pas d'un *reality*

show. Il s'agit de la seule émission gastronomique de la télévision qui, à ma connaissance, soit diffusée en *prime time* et le week-end sur l'une des grandes chaînes de télévision turques, NTV. Je suis la vedette de cette émission ; je vais dans des restaurants, goûte une multitude de plats, porte des jugements péremptoires sur la qualité des ingrédients et des combinaisons de saveurs, formule des critiques et exige des explications des chefs cuisiniers. Si le restaurant a une carte des vins, je demande aussi

>>

à ce qu'on me serve un verre pour accompagner chaque plat et donne mon opinion sur la qualité du vin et sur la pertinence du choix de ce vin.

Je voyage avec deux caméramans et un producteur de la chaîne de télévision. Les restaurants où nous allons se trouvent essentiellement en Turquie, mais nous nous sommes également rendus à Rome, en Catalogne, en Géorgie, en Syrie et au Liban. À la fin de chacune de nos visites de restaurant, je livre une évaluation générale de deux à trois minutes puis classe le restaurant, de une étoile à cinq étoiles. Généralement, les restaurants auxquels j'attribue quatre ou cinq étoiles gagnent le jackpot et finissent par devoir refuser des clients, même les établissements qui étaient pratiquement vides avant ma visite.

Suis-je un chef cuisinier ? Non. Je sais tout juste casser un œuf. Suis-je une célébrité ? Oui. On me reconnaît dans la rue et on me demande sans cesse de poser pour une photo. Sur Internet, on écrit à mon sujet dans de nombreux forums. On spéculé sans arrêt sur mes motivations, sur mon caractère, et ma vie privée suscite beaucoup d'intérêt. Je reçois continuellement des lettres d'étudiants qui me demandent « comment devient-on comme vous ? » et de parents de collégiens me demandant d'écrire quelque chose pour leurs enfants car je suis leur « idole » et qu'ils rêvent de devenir plus tard un « Vedat Milor » !

Mais qui suis-je donc ? Comment tout cela est-il arrivé ? Quand je regarde 30 ans en arrière, je vois un étudiant plein d'enthousiasme intégrer le département de sociologie de l'université de Berkeley, après une licence d'économie à l'Université du Bosphore (Turquie). Il est fasciné par Sraffa, le néo-keynesianisme, Althusser et les marxistes structuralistes français. Mais à Berkeley, il « découvre » la méthode ethnographique et commence à s'intéresser à des « études de cas approfondies » pour comprendre la dynamique du changement social. Son directeur de

thèse, Michael Burawoy, le convainc que la méthode comparative aide à développer un cadre théorique qui permette de comprendre et de poser les problématiques relatives à « l'autonomie » de l'État dans une économie capitaliste dépendante comme la Turquie. Aussi choisit-il, après un certain nombre de délibérations méthodologico-analytiques, de comparer la planification économique de l'après-guerre en Turquie et en France afin de dégager les différences structurelles au niveau de l'autonomie de l'État et des relations entre les classes sociales dans les pays du « centre » et ceux de la « périphérie ».

Je suis ici tenté de plaider « innocent » et de dire que la découverte du vin français et la fascination pour le vin français ont été une « conséquence fortuite » de mon choix de la France comme modèle type idéal d'une économie dirigiste. Mais non, ça ne l'était pas. J'étais déjà atteint du virus du grand vin de Bourgogne depuis que j'avais payé 10 dollars pour une bouteille de bourgogne Henri Mayer 1982 au négociant en vins Kermit Lynch de Berkeley. Je n'avais pas les moyens de m'acheter une radio pour ma chambre d'étudiant, en revanche je buvais du bon vin. Boire du bon bourgogne était pour moi une expérience profonde et obsédante. Un bon vin rouge de Bourgogne possède un arôme aux multiples facettes, une nature changeante qui titille et provoque les papilles gustatives, et une élégante texture féminine, avec une touche finale étonnamment robuste et épicée. C'est un vin si complexe et sensuel qu'il incarne tout ce que je chéris dans la culture occidentale bourgeoise, démocratique et raffinée, par opposition au puritanisme culturel débilisant des années Reagan aux États-Unis et du régime militaire du Général Kenan Evren en Turquie.

« Mais pourquoi comparer la France et la Turquie ? » me demanda la dame qui me fit passer un entretien pour l'obtention d'une bourse de doctorat Fulbright. Je me souviens enco-

re de l'expression choquée qu'elle prit lorsqu'elle m'entendit lui répondre : « le vin et la bonne chère ! ». J' imagine qu'elle m'a donné raison car j'ai obtenu la bourse. J'ai également été fidèle à ma déclaration. Dans son célèbre livre *Outliers: The Story of Success*, Malcolm Gladwell établit une règle des 10.000 heures quelque peu arbitraire quoique plausible. Nombreux sont ceux qui jouissent de talents innés, mais pour les faire fructifier il faut être un bourreau de travail et consacrer à sa vocation 10.000 heures avant d'atteindre l'excellence. Soit. Mais qu'en est-il de la règle des 10.000 bouteilles ? Je m'en suis certainement approché entre 1985 et 1990, lorsque je fréquentais divers clubs et groupes de dégustation tout en poursuivant mes études.

Les années qui ont suivi ont passé à la vitesse de l'éclair. J'ai rejoint la Banque mondiale comme économiste politique, mais lorsque ma thèse a obtenu le « prix de la meilleure thèse » de l'Association américaine de sociologie en 1990, je me suis retrouvé à nouveau happé par la vie universitaire. J'ai enseigné à la Brown University et à Georgia Tech, suivi des études de droit à Stanford et ai été élu à l'Order of the Coif. J'ai même passé une année universitaire à l'Institute for Advanced Study où j'ai eu le privilège de connaître de près l'un des plus grands esprits du XX^e siècle, Albert Hirschman. J'ai travaillé également dans des start-ups de la Silicon Valley.

Pourtant, en particulier après l'expérience dans la Silicon Valley, je ne me suis plus jamais senti attiré par le milieu universitaire. Ma participation à un projet pour le Georgia Tech Public Policy Department sur « les moyens pour le Département des Transports de l'État de Géorgie d'être plus efficace dans l'usage de consultants externes » a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Devenir un technocrate ne m'intéressait pas. Je ne partageais pas les centres d'intérêt de mes collègues. Il me fallait chercher d'autres voies.

>>

Un ami du temps où je travaillais à la Banque mondiale à Washington était devenu le directeur de *Milliyet*, un quotidien réputé en Turquie. Il cherchait quelqu'un avec une bonne connaissance du vin et de la gastronomie, et réputé intègre. Il me demanda si j'étais prêt à rédiger une rubrique bi-hebdomadaire pour son journal. Depuis lors, je suis allé de surprise en surprise.

Existe-t-il une explication théorique à ma popularité ? À mon avis, oui. La dynamique qui m'a rendu célèbre et populaire s'apparente à celle qui a porté au pouvoir le Parti de la Justice et du Développement (AKP) en Turquie en 2002. L'alliance laïque au pouvoir de l'élite militaro-bureaucratique et de la fraction monopolistique de la grande bourgeoisie avait perdu de son influence sur la vie politique et économique du pays. À la faveur d'une corruption généralisée de la vie politique et d'une grave crise économique, la version du populisme islamique défendue par l'AKP promettait justice et transparence. Le parti a bénéficié des divisions internes au sein du bloc au pouvoir et a trouvé des soutiens parmi les fractions monopolistiques du capital. Il a également mobilisé les couches marginalisées de la bourgeoisie anatolienne, les commerçants des villes, les entrepreneurs du bâtiment, les membres instruits de la jeunesse conservatrice

ainsi que les masses croissantes d'habitants pauvres des villes.

Je suis surpris du succès de mon émission en Anatolie et auprès des habitants pauvres des villes. Bien entendu, les personnes instruites qui peuvent se permettre d'aller au restaurant comptent parmi mes adeptes, mais comment expliquer sa popularité auprès des masses urbaines marginalisées et en particulier de la jeunesse ? Mon statut d'outsider a assurément joué en ma faveur. Je n'appartenais pas aux vieux réseaux de relations de l'industrie agro-alimentaire, et je répugne à nouer des liens étroits avec les grands restaurateurs et l'industrie alimentaire.

Mais je crois qu'il y a un facteur plus important pour expliquer ma popularité, notamment auprès des jeunes. Depuis l'arrivée de l'AKP au pouvoir, l'élément puritano-répressif, toujours présent dans la culture islamique, a été mis en vedette. Quand cette orientation répressive à l'encontre des plaisirs sensuels se double de la répression politique désormais généralisée des opposants, les jeunes en particulier se replient sur eux-mêmes et se réfugient dans la richesse de leur monde imaginaire. L'intolérance à l'égard des formes collectives de protestation et la censure sévère des médias suscitent la peur

mais aussi stimulent l'imagination. Les jeunes perçoivent la politique comme quelque chose de « sale » et la vie économique comme l'étant encore plus. Ils sont parfaitement conscients des compromis qu'il leur faudra faire s'ils veulent « réussir » dans la vie. Un individu qui pourrait être leur père et avec apparemment l'esprit libre, qui semble vivre une merveilleuse histoire d'amour avec la bonne chère et le vin, apparaît comme un fascinant alter ego. Dans le contexte d'une existence morne et d'aspirations bloquées, l'aventure de toute une vie à la poursuite du « goût » apparaît comme la plus grande source de satisfaction que la vie ait à offrir.

Peut-être suis-je leur « Jayer Bourgogne », leur permettant dans un contexte socio-culturel et économique hostile de redoubler leurs énergies psychiques et de laisser libre cours à leurs sensualités réprimées. Cet « idéalisme déformé » des jeunes marginaux, qui dépasse les classes économiques, est l'autre aspect de la « culture de la célébrité » et du statut de la célébrité comme « idole ». On ne peut s'empêcher d'évoquer Marx : « la fin de la culture de la célébrité devrait conduire à l'émancipation des célébrités ». ■

> La violence au pays des émeraudes

Johanna Parra, Université Icesi, Cali (Colombie)



La Colombie est le pays qui possède le plus d'émeraudes au monde. Des familles en guerre ont fait de l'exploitation minière une activité qui engendre la violence et s'exerce dans des conditions extrêmement dangereuses. Ici un homme compte ses gains. Photo de Jan Sochor.

La violence entre factions à laquelle on assiste en Colombie est devenue un objet d'analyse sociologique, notamment au travers de la spécialité connue sous le nom de « violentologie ». Cette branche colombienne de la sociologie était à l'origine consacrée à l'étude de la période de l'histoire colombienne appelée La Violencia (1945-1965), à partir de l'ouvrage pionnier de l'évêque Germán Guzmán Campos, d'Orlando Fals Borda et d'Eduardo Umaña, *La Violencia en Colombia. Estudio de un Proceso Social*

(1962). Cet ouvrage, fondé sur le concept de « pauvreté structurelle », offre une explication sociologique des turbulences qui sont à l'origine de la violence civile. Un événement en particulier – l'assassinat, le 9 avril 1948, de Jorge Eliécer Gaitán, leader du Parti Libéral – a transformé la violence constamment présente dans l'imaginaire social et politique en une violence bien réelle. Cependant, la cause profonde de la dissolution du « corps social » a consisté en l'absence d'une unité symbolique de l'État-nation.

Différentes puissances, politiques, militaires et religieuses, ont incité les masses à prendre les armes et à affronter leurs opposants dans une lutte à mort. Le Parti Libéral et le Parti Conservateur sont historiquement les deux formations politiques traditionnelles en Colombie, héritées des forces qui luttèrent pour l'indépendance (1810-1830) et donnèrent naissance à la nation. Depuis l'Indépendance jusqu'à nos jours, la violence a été ancrée dans la vie quotidienne de l'État-nation. Rien qu'entre 1863 et 1886, la Colombie a connu neuf guerres civiles importantes, qui

>>

ont jeté les bases des combats entre factions et sont à la racine des violences du XX^e siècle, des violences qui ont été transmises de génération en génération jusqu'à aujourd'hui, ainsi que l'explique clairement Daniel Pécaut dans *L'ordre et la violence – évolution socio-politique de la Colombie entre 1930 et 1953*.

La violentologie a étendu son champ de recherche à toutes les violences à travers le temps et le territoire, se rendant essentielle pour les sciences sociales en Colombie et pour comprendre l'histoire et la société colombiennes. En fait, il reste beaucoup à faire : il nous faut réaliser des travaux historiographiques et ethnographiques qui permettront de comprendre la violence enracinée dans la vie quotidienne. Mon travail a pour objectif de contribuer à cette tâche.

Non seulement les confrontations militaires provoquées par *La Violencia* ont mis le pays à feu et à sang, mais l'extrême barbarie des atrocités commises a normalisé la violence comme élément de la vie quotidienne. À la fin de *La Violencia*, pendant la guerre froide des années 60 et 70, différents groupes ont pris les armes pour fonder des mouvements de guérilla marxistes. Parmi ceux-ci, le mouvement des FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie), issu des factions armées du Parti Libéral, est encore aujourd'hui actif. De l'autre côté, les forces paramilitaires sont issues à la fois de la réactivation des milices du Parti Conservateur et de la privatisation des forces de sécurité armées mises en place par les trafiquants de drogue. Les interminables conflits armés et la nature même de l'action

militaire et de la confrontation, caractérisées par l'usage systématique de la terreur et des atrocités, ont entraîné le déplacement d'un très grand nombre de personnes. La violence est tellement enracinée dans la vie quotidienne qu'elle s'immisce dans les relations intimes et provoque des divisions irréconciliables entre familles et même au sein des familles, à l'origine de douloureux silences qui sont transmis de génération en génération.

Permettez-moi d'aborder mon travail de recherche sur la région des Émeraudes, située dans un territoire isolé sur le versant est des Andes, et où vivent environ 80.000 habitants, à quelque 40 kms de Chiquinquirá, chef-lieu de province dans le département de Boyacá. En l'espace de tout juste dix ans, cette région est passée d'une économie paysanne à une économie minière. Cela a permis que quelques habitants s'enrichissent démesurément en se lançant dans l'exploitation des mines à la recherche des précieuses émeraudes. La transformation de l'économie de la région a fait voler en éclats les associations de familles paysannes, entraînant de nouveaux types d'alliance. Ces associations d'un nouveau genre instaurées par les familles les plus actives dans l'exploitation des émeraudes ont nécessité la collaboration d'entrepreneurs et de vigiles, au sein même des entreprises familiales. Ceci a consolidé les familles mafieuses dans le contexte d'une tradition paysanne où les valeurs de famille, d'honneur, de sang et de loyauté sont fondamentales pour gérer l'économie, tout comme Anton Blok l'a décrit dans *The Mafia of a Sicilian Village, A Study of Violent Peasant Entrepreneurs (1860-1960)*.

C'est parce que l'État colombien n'est pas parvenu à administrer et défendre les mines face à la violence des habitants en quête d'émeraudes, que les mines ont été dans les années 70 saisies par les patrons et parrains ou *Dons*, tels qu'ils sont appelés dans le langage local. Dans la période qui s'étend de 1960 à 1991, deux « guerres des émeraudes » ont eu lieu, au cours desquelles les patrons se sont battus pour contrôler l'exploitation minière. Résultat, au moins 5.000 personnes ont été tuées dans la région. En 1991, un accord de paix signé entre les *Dons* qui avaient survécu, mettait fin aux guerres. Les conflits entre négociants sur le marché des émeraudes n'ont pourtant pas disparu et il faut ajouter à cela l'apparition du trafic de drogue et des paramilitaires. Les nouveaux éléments désormais présents dans la région ont mis ces familles qui contrôlent l'exploitation des émeraudes en contact avec les économies illégales et les armées privées, ce qui a intensifié la culture endogame de la violence.

On retrouve des caractéristiques semblables dans d'autres régions de Colombie. La violence s'est introduite dans les sphères les plus privées, dans les relations familiales et l'éducation des enfants, tout cela s'expliquant par un boom économique et l'absence de réglementation de l'État. Tout en étant moralement et politiquement décourageant, cela rend aussi plus urgente la nécessité d'un travail de terrain en sciences sociales, afin de comprendre et faire connaître les caractéristiques du conflit, en mettant l'accent sur la nécessité d'une intervention de l'État. ■

> Restitution des terres en Colombie

Nadia Margarita Rodríguez, Université de Rosario, Bogotá (Colombie)



Comme ce vieil homme, plus de quatre millions de paysans colombiens ont été forcés d'abandonner leurs terres au cours des 15 dernières années. Photo de Julián Vasques.

La controverse sur la restitution des terres en Colombie a débuté avec le vote le 10 juin 2011 de la Loi 1448, également connue sous le nom de « Loi des victimes ». Il s'agissait d'une étape historique, compte tenu des énormes enjeux politiques, économiques, sociaux et juridiques liés à la restitution des terres et de la reconnaissance explicite du conflit armé par l'État. L'article 3 en particulier établit la restitution des terres aux paysans qui, au cours des deux dernières décennies, en ont été dé-

possédés dans le cadre du conflit armé qui déchire la Colombie depuis un demi-siècle. Cet article suscite des controverses car le gouvernement le soutient fermement, ce qui pourrait être interprété comme une tentative de compenser 50 années de désintérêt pour la question. En dépit de tous les efforts déployés, de nombreux obstacles sont venus s'opposer à la mise en application de la loi.

La question de la restitution des terres doit être comprise à la lumière de la forte concentration de la pro-

>>

priété foncière – l'un des principaux problèmes auxquels se heurte le développement rural. Plusieurs analyses font valoir que cette concentration n'est pas seulement à la base de profondes inégalités économiques, politiques et sociales ; elle est également l'une des principales sources du conflit qui ensanglante la Colombie (Fajardo 2002, Machado 2009, PNUD 2011). La concentration des terres conduit à une structure agraire bimodale fondée sur une majorité de terres productives qui appartiennent à une petite minorité d'élites économiques et politiques.¹ Telle a été la structure dominante depuis l'époque coloniale, et cela n'a fait qu'empirer avec le temps. Après des tentatives avortées de réforme agraire au siècle dernier, en particulier en 1936 et en 1961 (Molina, 2000: 36), des groupes armés sont apparus dans les années 60 pour exiger la redistribution des terres. Une part importante de la Colombie rurale vit ainsi dans un état de crise quasi permanente où des acteurs légaux et illégaux mènent une guerre pour le contrôle du territoire qui a entraîné le déplacement systématique, violent et massif de 4 millions de paysans. Par conséquent, le défi auquel sont confrontées les institutions chargées de la restitution des terres a pris des proportions titanesques.

La situation est complexe, à la fois à cause des restrictions légales et du contexte social dans lequel la restitution des terres est censée se réaliser. Le Centre d'Études du Développement Social de l'Université de Rosario adopte une approche interdisciplinaire (associant droit et sciences sociales) afin de mieux comprendre les enjeux de la mise en application de la loi. Une partie du projet consiste à réaliser des recherches pour l'Unité de Restitution Légale² – recherches qui s'articulent autour de cinq questions complexes :

- Premièrement, le conflit armé se poursuit dans les zones concernées par la restitution des terres, ce qui rend difficile pour l'État de garantir

aux paysans qu'ils ne seront pas à nouveau dépossédés de leurs terres. Pour l'État colombien, le défi à relever est d'assurer la sécurité des paysans en mettant fin au conflit armé.

- Deuxièmement, suivant la loi, la restitution est censée attribuer des titres de propriété ou des indemnités, ce qui ne compense pas les dommages causés aux terres ou aux personnes et ne rétablit pas le *statu quo ante*. Cette politique ne peut donc pas se limiter à restituer des droits sur les terres, mais doit aussi permettre aux victimes de vivre dignement sur ces terres. De plus, la dépossession s'est accompagnée de nombreuses atteintes aux droits de l'homme, laissant les victimes avec de profonds traumatismes et compliquant par conséquent leur retour sur les terres. En résumé, les victimes ont besoin d'être soutenues au-delà du seul cadre juridique.

- Troisièmement, il est peu probable que les paysans qui ont été dépossédés de leurs terres et vivent actuellement dans les zones urbaines veuillent revenir dans les zones rurales, étant donné l'extrême inégalité en termes de développement, d'éducation et de santé. La dépossession des terres a réduit en pièces le tissu social et il sera difficile pour ces communautés de se reconstituer.

- Quatrièmement, des aides économiques, techniques et à la production vont être nécessaires si les propriétaires des terres sont appelés à vivre de celles-ci, au lieu d'être contraints de les louer ou de les vendre à ceux qui les occupent actuellement – essentiellement des entreprises agro-industrielles.

- Cinquièmement, il y a des défis d'ordre juridique et institutionnel à relever, comme la formation de fonctionnaires pour mettre en œuvre la restitution et la formation de juges spécialisés dans les questions agraires (inexistants en Colombie). L'État va devoir prouver que l'usurpation a effectivement eu lieu. Ceci soulève

une question importante : Comment l'État va-t-il obtenir les terres qu'il entend restituer sachant que la plupart d'entre elles sont maintenant entre d'autres mains et que la loi exonère les acheteurs ?

Enfin, il existe plus généralement un problème politique structurel : le conflit entre les élites nationales et régionales pour le contrôle du territoire, avec à la clé un conflit d'intérêts économiques pour l'exploitation des ressources du sol et du sous-sol. Des cas emblématiques de restitution des terres, comme à Curbaradó, Jiguamindó ou Hacienda Las Pavas, montrent que même si les difficultés juridiques sont résolues, les configurations de pouvoir au niveau local pourraient empêcher la restitution des terres d'être menée à bien. ■

¹ Le coefficient de Gini de propriété foncière mesure le degré de concentration de la propriété rurale. Plus le coefficient est proche de 1, plus la concentration est élevée. Avec 0,87, le coefficient de la Colombie est parmi l'un des plus élevés du monde.

² Il s'agit de l'institution créée par la loi 1448 pour mettre en œuvre la restitution des terres. Elle existait auparavant en tant que Projet pour la Protection des Terres et des Personnes Dépossédées (sigle espagnol : PPTP), cependant sa dynamique et ses objectifs étaient différents et il ne bénéficiait d'aucun des soutiens politiques ou juridiques dont dispose l'Unité aujourd'hui.

Références

- Fajardo, D. (2002) *Para sembrar la paz hay que aflojar la tierra*. Bogotá: Universidad Nacional de Colombia.
- Machado, A. (2009) *La reforma rural, una deuda social y política*. Bogotá: Universidad Nacional de Colombia, CID.
- Molina, P. (2000) "Reforma agraria? No es tan claro para qué el país la necesita." *Economía Colombiana* 278: 34-7.
- PNUD (2011) *Colombia Rural: Razones para la esperanza. Informe de desarrollo humano 2011*. Bogotá: INDH PNUD.

> Le mouvement étudiant au Chili

Milton L. Vidal, Académie de l'Humanisme chrétien, Santiago (Chili)



Le mouvement étudiant chilien en lutte contre le néolibéralisme : « Notre avenir n'est pas à vendre ».

Le Chili est un petit pays situé à l'extrême Sud. Suivant le point de vue majoritaire des cartographes dans le monde, on nous trouve à l'extrême pointe de l'Amérique latine. C'est un endroit du monde qui, de temps à temps, apparaît à une de l'actualité internationale. En 2011, un mouvement mené par des lycéens et des étudiants a gagné une place de plus en plus importante sur une scène internationale déjà amplement occupée par la protestation sociale.

Nous faisons partie de la région la plus inégalitaire du monde. Un tiers de la population vit dans la pauvreté, victime d'anciennes et de nouvelles formes de violence, d'exactions, de corruption, et du gaspillage des rares ressources. Face à cette situation, des hommes et des femmes, chacun à leur manière, s'organisent pour atteindre leurs rêves, pour exiger le respect de leurs droits fondamentaux, pour réclamer que ceux qui les gouvernent tiennent leurs promesses et prennent des décisions en faveur du bien commun. Bien entendu, cela est également vrai pour le Chili. Il existe de nombreuses sources de mécontentement qui auraient pu pousser les Latino-Américains à descendre dans la rue, parmi lesquelles beaucoup sont plus évidentes que les droits sociaux des lycéens et des étudiants. Il ne faut pas oublier que ce pays du sud du continent a été le point de départ et la source d'inspiration des principales politiques néolibérales mises en œuvre depuis le milieu des années 70 par les gouvernements d'Amérique latine, notamment dans le domaine de l'enseignement universitaire.

Mais alors pourquoi ces protestations ont-elles débuté au Chili ? Pourquoi sont-elles perçues comme légitimes

par tant de gens dans notre pays ? Pour faire simple, on peut dire que la promesse néo-libérale avait volé en éclats. En effet, la promesse de rendre l'enseignement universitaire accessible à tous a pris une tournure qui ne pouvait pas être pire : une augmentation du nombre d'étudiants inscrits ne devenait possible que dans la mesure où ceux-ci, ainsi que leurs familles, s'endettaient. Au Chili, les frais d'inscription à l'université sont parmi les plus élevés du monde, et sont dans la plupart des cas payés à crédit. En termes sociologiques, dans un pays où la répartition des revenus est terriblement inégalitaire¹, il est particulièrement important de concevoir l'enseignement supérieur comme un bien public et comme un facteur décisif de la mobilité sociale.

Le gain réalisé par ces familles qui investissent à titre privé dans l'enseignement supérieur est parmi les plus élevés d'Amérique latine, et les frais d'inscription universitaires continuent d'augmenter. Les limites de cette augmentation seront fixées par le pouvoir d'achat des familles. En somme, ceux qui sont suffisamment riches payent pour la meilleure éducation de base (enseignements primaire et secondaire) et bénéficient des meilleures universités (l'accès étant fonction des résultats d'examen et/ou du pouvoir d'achat), tandis que ceux qui ont des ressources plus faibles et ont reçu une éducation de base médiocre doivent faire des sacrifices considérables pour fréquenter des institutions douteuses à des prix élevés. Le mouvement de protestation en faveur d'un enseignement de qualité constitue donc une déclaration contre les inégalités sociales.

À la surprise quasi générale, le mouvement social mené par des étudiants en défense de l'enseignement public a pris son essor et s'est renforcé, semaine après semaine. La teneur des revendications, la force sociale qui était mobilisée et légitimée, la solidarité internationale qui s'est créée, ne se limitent pas au Chili. Au contraire, d'autres mouvements de défense de l'enseignement public ont également rencontré un réel succès, en Uruguay, en Bo-

>>

livie, au Brésil, à Porto Rico, en Équateur et en Colombie. Pour un débat et une réflexion au niveau international, il est néanmoins utile d'attirer l'attention sur certaines des caractéristiques du cas chilien.

Premièrement, les universités restent un baromètre de la vie sociale. Insister sur cette constante historique peut paraître naïf, mais c'est quelque chose que l'on a tendance à oublier. Les responsables politiques qui seraient censés mettre en œuvre de profondes réformes des universités les reportent à plus tard parce qu'ils considèrent l'enseignement supérieur comme un problème d'ordre secondaire, tandis que les dirigeants économiques pensent que le déficit dans l'enseignement supérieur peut être résolu en injectant des fonds issus du secteur public, des banques, des familles, ou des trois à la fois. Erreur grossière ! Les universités ont toujours été beaucoup plus qu'un simple secteur de la politique parmi d'autres. Tous les changements sociaux d'importance sont d'une manière ou d'une autre liés aux universités. Qu'il s'agisse de l'exil juif au temps de Nabuchodonosor, des débats politiques de l'Académie de Platon, des débats qui ont précédé la Réforme protestante avec les thèses de Luther et les traductions de la Bible en allemand, du calvinisme à l'Université de Genève, de l'Iran avant et après Khomeyni, de la Chine d'avant la République populaire, de la révolution culturelle ou de la place Tiananmen, du Mexique avant et après le massacre de Tlatelolco, les universités sont et continueront d'être à l'échelle globale des institutions d'une importance capitale sur le plan politique et social. Elles doivent par conséquent toujours être l'objet d'une grande attention de la part des sociologues.

Deuxièmement, l'éducation, à tous les niveaux, mais plus particulièrement au niveau universitaire, ne peut pas être soumise à une tension polarisée entre État et marché. Humboldt avait raison lorsqu'il affirmait, il y a longtemps déjà, que les interventions de l'État entravent l'éducation. Les Latino-Américains n'ignorent pas que l'État incarne toujours un pouvoir qui s'exprime à travers la bureaucratie. Les sociologues de l'éducation n'ignorent pas que la part la plus lourde des réformes, c'est de les mettre en application. Cependant, Humboldt lui-même affirmait que nous ne pouvons pas nous passer complètement de l'État. Nous devons exiger que l'État garantisse les conditions institutionnelles nécessaires pour l'éducation. Nous avons également besoin qu'il empêche l'université de devenir un champ de bataille où s'affrontent les intérêts individuels. Dans ce sens, l'éducation est un bien public, et les universités sont des institutions publiques, même si elles sont financées par le secteur privé. Leurs fonctions d'enseignement, de recherche et de sensibilisation sont essentiellement publiques. Leur qualification pour délivrer des diplômes est fondée sur la confiance que la société leur accorde.

Troisièmement, le mouvement étudiant au Chili, et plus généralement en Amérique latine, rejette la marchandisation de l'éducation. La logique qui régit une économie de marché est incompatible avec celle de la formation scientifique. Arrêtons-nous un peu sur la collaboration qui existe entre étudiants et enseignants. L'éducation est toujours le fruit d'efforts collectifs. Elle ne peut pas être achetée et ne peut donc pas être traitée comme une marchandise. Les étudiants ne peuvent s'instruire que s'ils participent activement à des activités scientifiques. C'est pourquoi nous les encourageons à participer aux débats qui ont lieu à l'occasion de séminaires, à rédiger des comptes rendus, à s'investir dans des équipes de recherche, à partager et débattre de leurs idées avec d'autres étudiants. L'idée qu'enseignants et étudiants sont des acheteurs et des vendeurs ne prête pas seulement à confusion (et doit être remise en question pour des raisons qui ne sont pas seulement d'ordre idéologique), c'est aussi un obstacle pour atteindre le but même de l'éducation. Je trouve consternant que des collègues universitaires admettent l'idée que les étudiants soient des *clients*. Les étudiants ont besoin de liberté de l'enseignement, laquelle dépend à son tour de la liberté d'enseignement de leurs professeurs. Mais cette liberté se trouve compromise par l'économie de marché. Si les professeurs sont considérés comme des *prestataires de services*, c'est-à-dire des employés et subordonnés de qui-conque est propriétaire de l'établissement d'enseignement supérieur, alors ils vont à leur tour utiliser leurs étudiants pour défendre leurs petits intérêts personnels.

Enfin, faisons remarquer que la protestation étudiante est une bonne nouvelle pour les sociétés, les universités et les sociologues. L'université est un espace où la société se transforme en sujet de recherche et où, ce faisant, elle se réaffirme. En liaison avec cette conscience de soi, il y a toujours eu des intérêts et des luttes de pouvoir qui ont menacé la liberté d'enseignement. Ces luttes n'ont cependant pas réussi à détruire l'université. C'est sous cet angle que nous devons voir le mouvement étudiant au Chili, et au-delà du Chili, en Amérique latine et dans le monde. Je pense que la persistance du mouvement est bénéfique pour une société démocratique. Grâce à ce mouvement étudiant, la société et l'université sont à nouveau étroitement liées, créant un contexte stimulant pour la sociologie. Ceux qui parlent du déclin de l'approche sociologique se trompent. La sociologie se porte bien dans cette région du sud de la planète, et j'espère que cette nouvelle remontera le moral de mes patients lecteurs. ■

¹ Le Chili est un pays émergent de l'OCDE. Suivant cette organisation, le Chili a un coefficient de Gini de 0,50, ce qui représente le coefficient d'inégalités le plus élevé parmi les pays de cette catégorie (*Society at a Glance, Social Indicators*, OECD, 2011). On peut illustrer ce point en ajoutant ceci : le revenu moyen des 10% des Chiliens les plus riches est supérieur à celui de la Norvège, tandis que celui des 10% les plus pauvres s'apparente à celui de la population de la Côte d'Ivoire. La majorité des Chiliens (60%) ont, en moyenne, un revenu inférieur à celui des Angolais.

> Réunion du Comité Exécutif à Beyrouth, 19-23 mars 2012

Michael Burawoy, Université de Californie, Berkeley (États-Unis), et Président de l'ISA



Les membres du Comité Exécutif de l'ISA combinent sociologie et mets délicats libanais. Photo de Markus Schulz.

ragosse – et prendrons une décision finale suite à une visite *in situ*. Nous avons décidé d'adhérer au Conseil International pour la Science (ICSU). À partir du rapport d'un sous-comité, nous avons examiné la possibilité d'introduire des prix et des récompenses de l'ISA et décidé de préciser les détails d'un grand prix international visant à récompenser la recherche et la pratique sociologiques. Voici les comptes rendus de chacun des Vice-Présidents.

> Margaret Abraham, Vice-Présidente pour la Recherche

La réunion de Beyrouth s'est révélée extrêmement fructueuse pour le Comité de Coordination de la Recherche. Nous avons discuté les comptes rendus suivants : l'état d'avancement de la révision des Statuts des Comités de Recherche (CR), Groupes Thématiques (GTh) et Groupes de Travail (GTr) ; les activités de l'ensemble des CR, GTh et GTr entre 2006 et 2010 ; et le deuxième Forum de Sociologie de l'ISA qui aura lieu en août 2012 à Buenos Aires.

Une part importante de la réunion a été consacrée à passer en revue les préparatifs en cours pour l'organisation du Forum. Nous avons reçu 6.019

>>

La session annuelle du Comité Exécutif de l'ISA s'est tenue pendant cinq jours à l'Université américaine de Beyrouth (AUB), généreusement accueillie par le Professeur Sari Hanafi et ses collègues du Département de Sociologie, d'Anthropologie et des Sciences de la Communication. Deux des journées de notre rencontre ont coïncidé avec un passionnant colloque international sur « les révoltes arabes » (dont on trouvera un compte rendu dans ce numéro de *Dialogue Global*), organisé par l'AUB, l'Association Libanaise de Sociologie et la Fondation Friedrich-Ebert-Stiftung, et qui a fait appel à des intervenants venus de l'ensemble du monde arabe ainsi que d'autres pays avec des approches comparatives.

Le marathon de cinq jours a commencé par des réunions séparées du Comité du Programme pour le Congrès de 2014 à Yokohama, présidé par sa Vice-Présidente Raquel Sosa, du Co-

mité des Publications, présidé par sa Vice-Présidente Jennifer Platt, du Comité des Finances et des Adhésions, présidé par son Vice-Président Robert van Krieken, du Comité de Coordination de la Recherche, présidé par sa Vice-Présidente Margaret Abraham, et du Comité de Liaison des Associations Nationales, présidé par sa Vice-Présidente Tina Uys.

Le Comité Exécutif (CE) au complet s'est réuni pendant deux journées à la fin de la semaine. J'ai rendu compte des multiples voyages que j'ai effectués dans différentes régions du monde et des progrès réalisés en cours d'année pour renforcer la présence en ligne de l'ISA (voir l'éditorial). L'une de nos tâches les plus urgentes était de décider où se tiendrait le Congrès mondial de l'ISA de 2018. Nous avons reçu cinq excellentes candidatures : de Budapest, Copenhague, Melbourne, Saragosse et Toronto. Nous avons présélectionné deux d'entre elles – Toronto et Sa-

résumés de 7.928 auteurs, pour un total de 693 séances (dont 51 en espagnol). Nous avons reçu des propositions de communication du monde entier, avec notamment une forte représentation de l'Amérique latine (au nombre de 3.528, soit 45%).

Quoiqu'une forte participation soit prévue, les effectifs seront réduits en raison du difficile climat économique actuel. Je travaille en ce moment avec Sage pour créer un espace virtuel en libre accès qui permette de diffuser et d'échanger les connaissances et les travaux de recherche portant sur des questions liées au thème du Forum – *Justice sociale et démocratisation*. De plus amples informations seront disponibles prochainement !

Le compte rendu et l'examen de la révision des statuts des CR, GTh et GTr ont indiqué que certains CR, GTh et GTr n'ont pas encore présenté de version revue de leurs statuts. Ces révisions devront être achevées bien avant les prochaines élections. Nous avons également parlé de la nécessité pour les conseils d'administration des CR, GTh et GTr de revoir leur composition, en particulier la durée de leur mandat. Un certain nombre de conseils d'administration doivent prendre des mesures concrètes pour trouver de nouveaux membres qui se porteront candidats à la prochaine élection.

Le Comité de Coordination de la Recherche a examiné les demandes de subventions. Un total de 16.900 dollars US ont été alloués à 18 CR, GTh et GTr en 2011, et 8.660 euros à 13 CR, GTh et GTr en 2012. Jennifer Platt (Vice-Présidente des Publications) a préparé une liste de recommandations pour les revues spécialisées des Comités de Recherche, qui est désormais disponible en ligne : http://www.isa-sociology.org/about/rc_aims.htm.

Enfin, les comptes rendus des activités présentés par les CR, GTh et GTr pour les périodes 2006-2008 et 2008-2010 ont été passés en revue et examinés. La plupart des CR, GTh et GTr ont

été actifs, organisant des conférences, publiant des bulletins d'information et s'engageant dans d'autres activités au sein de la profession. Un formulaire revu et corrigé des activités des CR, GTh et GTr a été élaboré afin de recueillir de manière plus efficace et cohérente les données disponibles dans les différents CR, GTh et GTr.

> Jennifer Platt, Vice-Présidente des Publications

Sujata Patel, rédactrice en chef de *Sage Studies in International Sociology* (SSIS), a conclu un accord avec Sage Publishers pour publier des livres en Inde, qui seront vendus à prix indiens pour les membres de l'ISA et les acheteurs des pays en voie de développement, tandis que les grands manuels reliés continueront à être vendus dans les librairies occidentales, à des prix occidentaux. Cette initiative a été chaleureusement accueillie.

Il a été décidé de donner aux associations nationales la possibilité de réimprimer en traduction (réalisée par leurs soins) tout article de *Current Sociology* (CS) ou de *International Sociology* qui présenterait pour elles un intérêt particulier, sans avoir à payer de droits de reproduction. CS publiera un numéro supplémentaire par an, qui sera constitué de comptes rendus tirés de Sociopedia.

Nous avons adopté le principe selon lequel les rédacteurs en chef des publications de l'ISA et la Vice-Présidente des Publications devront proposer pour chacun des grands rendez-vous de l'ISA une activité en relation avec ces publications, activité qui peut par exemple prendre la forme d'une séance de « rencontre avec les rédacteurs en chef », d'un atelier de rédaction d'articles, ou d'une réunion avec les rédacteurs en chef locaux. Tous les ans, ils assisteront également aux principales conférences pour faire connaître nos publications, observer ce qui se fait de nouveau et recruter de nouveaux auteurs, référents et critiques.

> Raquel Sosa, Vice-Présidente pour le Programme

C'est avec plaisir que nous informons nos collègues que la réunion du Comité du Programme pour le Congrès de 2014 à Yokohama qui s'est tenue récemment à Beyrouth, a été un réel succès. Le thème choisi pour ce Congrès est *Faire face à un monde d'inégalités : défis pour une sociologie globale*. Nous avons d'ores et déjà publié un appel à contributions à l'attention des intervenants et organisateurs de séances intéressés, avec comme date limite le 15 janvier 2013. Vous pourrez le consulter sur le site web de l'ISA à l'adresse suivante : <http://www.isa-sociology.org/congress2014/>. Nous tenons beaucoup à recevoir des propositions de séances ad hoc et d'intégration, et de séances de rencontre entre auteurs et critiques (*authors meet critics*). Nous souhaitons que les membres de l'association considèrent cela comme une occasion extraordinaire de participer à ce qui est devenu le débat à l'échelle internationale le plus important de notre temps sur les questions sociales ! Sachant que de nombreux membres de l'ISA ont consacré l'essentiel de leur vie professionnelle à travailler sur des questions liées à la pauvreté, aux inégalités et à l'injustice, nous escomptons que notre Congrès à Yokohama apportera une contribution significative à la fois en termes de savoir et de pratique sociale.

Le Comité du Programme a convenu de préparer dix séances semi-plénières sur les sujets suivants : configurations des inégalités structurelles ; inégalités et structures de pouvoir ; production et pratique des inégalités ; préjugés sociaux dus aux inégalités ; conceptions de la justice au sein de différentes traditions historiques et culturelles ; justice et systèmes sociaux ; venir à bout des inégalités ; acteurs et expériences ; justice environnementale et avenir durable ; sociologie et inégalités. Les participants qui assisteront au Congrès seront issus de diverses traditions et viendront du monde entier. Nous espérons que ces séances semi-plénières,

ainsi que les séances du Président et du Comité Local d'Organisation intéresseront nos collègues et contribueront au renouveau des sciences sociales du XXI^e siècle à l'échelle mondiale.

> **Tina Uys, Vice-Présidente pour les Associations Nationales**

Nous avons examiné et clarifié les critères d'adhésion pour les membres collectifs réguliers de l'ISA. Suivant les procédures de l'ISA, les membres collectifs réguliers sont admis sur décision du Comité Exécutif, suivant la recommandation du Comité de Liaison des Associations nationales et du Comité des Finances et des Adhésions. Les Statuts des membres collectifs réguliers doivent être conformes aux Articles 1 et 2 des Statuts de l'ISA :

- Les membres collectifs réguliers doivent être des associations à but non lucratif constituées à des fins scientifiques, qui représentent les sociologues, quelles que soient leur école de pensée, leur approche scientifique ou leur idéologie.
- La mission des membres collectifs réguliers est de promouvoir la connaissance en sociologie. Leur structure doit prendre en compte les aspirations des sociologues et s'efforcer de soutenir et d'encourager le libre développement de la sociologie par le biais de différentes activités comme l'organisation de conférences et la promotion de publications.
- Le bureau des membres collectifs réguliers doit être élu à l'issue d'un scrutin démocratique en bonne et due forme.

Nous avons entériné l'adoption des nouvelles modalités pour les candidatures de membres collectifs réguliers reçues entre deux assemblées annuelles du CE. L'Association Slovène des Sciences Sociales a envoyé au second semestre 2011 sa demande d'adhésion comme membre collectif régulier. Cette demande a été examinée par voie électronique et a été ap-

prouvée. La demande d'adhésion de l'Association Ougandaise de Sociologie et d'Anthropologie a été approuvée à l'occasion de l'assemblée du CE. L'ISA compte 60 membres collectifs réguliers, mais tous n'ont pas payé leurs cotisations et par conséquent ne sont malheureusement pas en règle.

Suivant les critères établis lors de la réunion du Comité de Liaison des Associations Nationales à Mexico en 2011, des subventions pour les ateliers régionaux ont été accordées aux associations de sociologie du Bangladesh, de Bulgarie, du Mozambique et des Philippines. Les associations du Bangladesh et du Mozambique ont en outre reçu une subvention pour développer leur site web.

Les projets pour la conférence du Conseil des Associations Nationales prennent forme. La conférence se tiendra à Ankara, en Turquie, en mai 2013. Le thème choisi est *La sociologie en temps de troubles : approches comparatives*. Elle sera organisée en concertation avec le Département de Sociologie de l'Université Technique du Moyen-Orient, l'Association Turque des Sciences Sociales et l'Association Turque de Sociologie.

> **Robert van Krieken, Vice-Président des Finances et des Adhésions**

Le Comité des Finances et des Adhésions a annoncé un nombre de membres individuels en progression constante, qui est actuellement légèrement supérieur à 5.000. Le montant des cotisations pour les membres à vie est actuellement de 300 dollars US, et le Comité propose d'établir désormais un montant différencié en fonction de la catégorie du pays : Cat. A : 300 dollars US, Cat. B : 200 dollars US, Cat. C : 100 dollars US, ce qui ne pourrait être modifié qu'au Congrès mondial de 2014 à Yokohama. Nous avons recommandé de faciliter les donations de membres à l'ISA via son site web, et d'étudier comment attirer davantage de donations et de legs.

Nous avons présenté un résumé de l'état financier de l'ISA pour les années 2010 et 2011, qui sera mis à la disposition des membres, ainsi qu'un rapport sur les éléments du budget 2010-2014 à discuter en relation avec les demandes de financement supplémentaire. Dans l'ensemble, notre situation financière est bonne. Nous avons connu une hausse importante des dépenses de personnel et des frais d'administration en raison de l'augmentation des activités de l'ISA, mais ces dépenses ont été compensées par une contribution plus importante de la part de Sage, suivant le contrat renouvelé négocié en 2011. Des fonds supplémentaires ont été accordés à *Dialogue Global* et à *Journeys through Sociology* ainsi que pour les frais de déplacement des rédacteurs en chef.

> **Autres questions abordées**

Nous avons reçu un rapport encourageant de la part de Koichi Hasegawa, directeur du Comité Local d'Organisation du Congrès mondial de l'ISA de 2014 à Yokohama. Nous avons examiné les rapports de nos représentants à l'ONU (Jan Fritz, Rudolf Richter, Rosemary Barberet et Hilde Jakobsen), à l'Institut International de Sociologie du Droit (Ramón Flecha), et au Global Development Network (Emma Porio). Chin-Chun Yi nous a parlé de l'état d'avancement de l'édition 2012 du Laboratoire pour les Étudiants en Doctorat qui aura lieu à Taipei. Les membres du CE ont rédigé et signé une lettre collective pour défendre l'importance de la recherche en sciences sociales dans l'Union européenne.

Nous avons terminé par des remerciements à nos hôtes qui ont tout fait pour que cette rencontre à Beyrouth soit la plus agréable et intéressante possible, en particulier à Sari Hanafi, Oubada Kassar et Chebib Diab de l'AUB, et à l'équipe infatigable du Secrétariat de l'ISA pour avoir, une fois de plus, aidé à l'organisation de cette rencontre et guidé l'ISA dans son avancée vers l'avenir. ■

> Doctorants à la découverte de l'Afrique du Sud

Tina Uys, Université de Johannesburg (Afrique du Sud), et Vice-Présidente de l'ISA pour les Associations nationales (2010-2014)



Les étudiants du Laboratoire de Doctorants de l'ISA lors d'une visite de Soweto.

Le X^e Laboratoire de l'ISA pour les étudiants en doctorat a eu lieu en Afrique du Sud, du 8 au 11 novembre 2011, dans le cadre isolé de la University of Johannesburg Island, sur le Vaal Dam, près de Vereeniging. Un groupe diversifié de 12 étudiants venus de contrées aussi éloignées que la Chine, l'Iran, l'Europe, les États-Unis, le Mexique et le Brésil, a été sélectionné à partir des 50 candidatures reçues. Deux étudiants sud-africains se sont joints à eux. Leurs mentors présentaient également une assez grande diversité, à savoir : Jan Marie Fritz, des États-Unis, Chin Chun Yu, de Taïwan, et Yoshimichi Sato, du Japon. Le thème de cette nouvelle édition du Laboratoire était « Exclusion sociale, citoyenneté et capital social ».

En signe de bienvenue aux étudiants « de retour en Afrique », les activités ont débuté par une visite des grottes de Sterkfontein, un site inscrit au Patrimoine mondial de

l'Unesco, situé dans le « Berceau de l'Humanité », où des scientifiques ont découvert de nombreux fossiles d'hominidés et d'autres animaux datés des tout débuts de l'humanité, il y a plus de 4 millions d'années. Parmi ces fossiles, les plus importants et les plus célèbres sont « Mrs Ples », un crâne d'australopithèque daté de 2,1 millions d'années, et « Little Foot », un squelette presque complet d'australopithèque vieux de plus de 3 millions d'années. Après cette visite, étudiants et professeurs ont été emmenés jusqu'à l'île, en minibus puis en bateau.

Le Laboratoire proprement dit a duré quatre jours, avec des séances pendant la journée au cours desquelles étudiants de doctorat et professeurs ont présenté leur travail. L'assistance, multiculturelle, ayant suscité de vifs et énergiques débats, ces séances ont été l'occasion de discussions animées. Parmi les activités prévues pendant les chaudes soirées d'été, figuraient un *game drive* (safari) et une croisière autour de l'île, ce qui a permis à tous de mieux faire connaissance. Les activités sur l'île se sont achevées avec un traditionnel *braai* (barbecue) sud-africain et un feu de camp. Le samedi, étudiants et professeurs ont pu se familiariser avec une partie de l'histoire récente de l'Afrique du Sud grâce à une visite de Soweto, où ils ont été invités à un déjeuner *shebeen* typique. Le Laboratoire a été clôturé le samedi soir par un dîner d'adieu au View Hotel, qui a une vue exceptionnelle sur la Réserve naturelle Melville Koppies de Johannesburg.

Pour conclure, je voudrais remercier le Doyen de la Faculté des sciences humaines, le Professeur Rory Ryan, qui a apporté l'essentiel des fonds nécessaires pour accueillir le Laboratoire. Je suis convaincue que les étudiants en doctorat qui ont participé à ce Laboratoire de l'ISA garderont un bon souvenir de leur séjour sur l'île et de Johannesburg. ■

> Parcours sociologiques

Laleh Behbehanian, Université de Californie, Berkeley (États-Unis)

Laleh Behbehanian a été l'animatrice de la série d'interviews *Journeys through Sociology* [Parcours sociologiques]. Nous lui avons demandé de faire le point pour *Dialogue Global* sur ce qu'elle a appris au cours des interviews qu'elle a menées auprès du Comité Exécutif de l'ISA.

Journeys through Sociology est une série d'interviews enregistrées de membres du Comité Exécutif de l'ISA (Association internationale de Sociologie). Réalisées via Skype auprès de ses membres basés dans le monde entier, ces interviews offrent une occasion rare de connaître les parcours personnels de ces spécialistes dans le domaine de la sociologie. Les interviews ont été axées autour de deux questions principales : *qu'est-ce qui les a attirés vers la sociologie, et les défis auxquels ils ont été confrontés*. Vous trouverez toutes ces interviews sur la page web de l'ISA à <http://www.isa-sociology.org/journeys-through-sociology/>.

S'il est vrai qu'à titre individuel, chacune de ces interviews regorge de récits personnels fascinants, à titre collectif elles font également apparaître les nombreuses expériences que les sociologues de tout lieu et de tout temps peuvent avoir en commun. Plus fondamentalement, elles révèlent une profonde curiosité pour le monde social. Yoshimichi Sato explique ainsi comment il a été attiré par la sociologie comme moyen de rendre intelligibles les « puzzles

sociaux », tandis que Jennifer Platt parle de l'intérêt de travailler avec différentes catégories de données empiriques. Pour beaucoup de ces universitaires, ce sont les expériences de voyages ou de migrations qui ont provoqué leur curiosité sociologique. L'esprit sociologique de Michael Burawoy s'est nourri de ses voyages aux États-Unis, en Inde et en Zambie, tandis que pour Habidul Khondker, les expériences de la migration du Bangladesh vers le Canada, vers Singapour et vers les États Arabes Unis ont façonné son approche de « sociologue nomade » s'engageant dans la recherche comparative. Tom Dwyer évoque le sentiment précoce d'« étrangeté » qu'il a ressenti comme enfant ayant grandi dans une famille d'immigrés irlandais en Nouvelle-Zélande puis au cours des voyages qu'il a faits pendant sa jeunesse, et comment ce sentiment d'« étrangeté » l'a porté à réfléchir sur le monde d'un point de vue sociologique. Vineeta Sinha parle de quelque chose de semblable lorsqu'elle décrit le sentiment d'« inconfort » que lui ont insufflé ses professeurs de sociologie et comment cela représentait pour elle de nouvelles perspectives particulièrement intéressantes pour interpréter le monde.

Il n'est pas étonnant d'apprendre que la plupart de ces sociologues ont au départ été attirés vers cette discipline sous l'influence de professeurs qui leur ont servi de source d'inspiration, inspiration qu'ils entendent transmettre à leur tour à leurs étudiants. Tina Uys se souvient de l'impression que lui firent ses propres professeurs, et raconte comment elle utilise la sociologie pour comprendre et résoudre les défis auxquels les étudiants sont souvent confrontés en Afrique du Sud. Simon Mapadimeng, également originaire d'Afrique du Sud, a été initié à la sociologie par des professeurs fortement engagés dans la lutte anti-apartheid, ce qui l'a conduit à son tour à s'engager pour qu'une nouvelle génération de sociologues sud-africains noirs voie le jour.

Cependant, un thème revenait sans cesse dans les interviews : celui de se consacrer à la sociologie en tant qu'instrument de changement social, pratiquement toutes les interventions faisant référence au pouvoir potentiel de la sociologie pour traiter de questions pressantes sur le plan social, politique et économique. Jaime Jiménez se souvient avoir travaillé

>>

en 1958 au Mexique, lorsqu'il était étudiant à l'université, sur le premier ordinateur, et comment cela semblait porter la promesse d'une solution aux problèmes de la nation, le conduisant à mener des recherches quantitatives axées sur les problèmes socio-économiques. Dilek Cindoğlu explique comment l'agitation politique de la fin des années 70 en Turquie l'a entraînée vers la sociologie. « Je voulais comprendre ce qui se passait en Turquie. Et je n'ai pas changé ! ».

Beaucoup d'interviews livrent des témoignages fascinants sur la rencontre entre biographie et histoire qui a conduit ces universitaires sur le chemin de la sociologie. Ishwar Modi parle de la période qui a suivi l'indépendance en Inde et comment l'attention des spécialistes en sciences sociales s'est alors tournée vers la reconstruction et le développement. Chin-Chun Yi a été entraînée vers la sociologie par la profonde transformation sociale qu'a connue Taïwan dans les années 70, tandis que le parcours sociologique d'Emma Porio a été alimenté par un désir de comprendre les rapides changements sociaux intervenus aux Philippines sous le régime de loi martiale. Elena Zdravomyslova offre un récit captivant sur l'influence de son père et de ses collègues lorsqu'ils ont lancé la sociologie soviétique, et comment, après la désillusion de la fin des années 70, la sociologie a de nouveau prospéré à l'occasion de l'ouverture créée par la perestroïka.

Ces interviews donnent également une idée des défis divers que doivent affronter les sociologues dans le monde. Certains de ces défis sont des difficultés constituées par le genre, la race ou la nationalité, alors que d'autres sont plus univer-

sellement partagés. Nombreux sont les sociologues qui, dans les pays du Sud Global, font une large place à la lutte pour développer la théorie sociologique au-delà de ses traditionnelles frontières eurocentriques et à la nécessité de lutter contre les inégalités qui persistent à l'échelle globale en termes de production du savoir sociologique (au niveau de la langue, des revues spécialisées et autres publications, des priorités de recherche, etc.). Beaucoup de ces spécialistes sont aux prises avec le défi de mener des recherches qui à la fois soient enracinées à l'échelle locale et puissent compter à l'échelle globale. Sari Hanafi donne une image éloquent de cette tension en parlant de la question des publications, qu'il décrit comme un choix entre « publier à l'échelle globale et périr à l'échelle locale », et « publier à l'échelle locale et périr à l'échelle globale ».

des témoignages fascinants sur la rencontre entre biographie et histoire

Tout au long de ces différentes interviews, un certain nombre d'autres défis apparaissent comme plus universels, y compris ceux liés aux contraintes imposées par les frontières entre les disciplines. Raquel Sosa parle des efforts qu'elle a réalisés pour développer une recherche et une collaboration interdisciplinaires au sein de l'Amérique latine et de l'importance de « chercher différents types d'explications de la réalité sociale ». Robert van Krieken soutient que la sociologie

peut jouer un rôle prépondérant pour encourager la pensée interdisciplinaire et explique que ce qui l'a toujours attiré dans notre discipline est la manière dont elle lui permettait de faire appel à d'autres types de savoirs et d'établir des relations entre eux. De nombreuses interviews sont également axées sur la difficulté à trouver un juste équilibre entre les différents rôles du sociologue (enseignement, recherche, tâches administratives, militantisme, etc.) et à faire la part entre différentes orientations de la recherche en sociologie (sociologie académique, critique, appliquée et publique). Margaret Abraham revient sur cette recherche d'un équilibre en exposant le croisement de son activité de chercheuse, d'enseignante et de militante sur le thème de la violence conjugale dans les communautés originaires d'Asie du Sud aux États-Unis.

Ces interviews mettent en évidence les diverses fascinations que la sociologie a pu exercer sur différentes générations de sociologues à différents endroits de la planète. Elles montrent combien les responsables de l'ISA sont à la fois intéressants et réjouissants. Si vous en doutez, écoutez donc la fin de chacune des interviews, où la personne interviewée nous dit ce qu'elle aurait fait si elle n'était pas devenue sociologue – avocat, médecin, journaliste, architecte, ou encore danseuse du ventre, ballerine, tenancier de bar, menuisier ou présentateur d'une émission culinaire intitulée « *stirring it up* ». C'est une chance d'avoir une équipe aussi diversifiée et pleine d'humanité pour servir notre association. ■

> Révoltes arabes : approches sociologiques et comparaisons géographiques

Amina Arabi et Julian Jürgenmeyer, Fondation Friedrich-Ebert-Stiftung (Liban)



Art révolutionnaire dans la rue Mohamed Mahmoud, au Caire. Photo de Mona Abaza.

ritarisme et qui aspire à instituer le peuple non pas seulement comme un peuple de représentés mais comme un véritable peuple souverain.

Le rôle, dans les révoltes, d'une aspiration véritable à la démocratie a fait à plusieurs reprises l'objet de débats. Quoique les participants se soient accordés sur l'importance prééminente des revendications économiques, ils ont rejeté une interprétation purement matérialiste, jugée réductrice et inappropriée pour rendre compte des profondes transformations qui sont en cours dans les sociétés arabes. Le cas de Bahreïn, analysé par Abdulhadi Khalaf (Université de Lund), a servi d'exemple de révolte véritablement *politique*, avec ses protagonistes qui protestent contre la politique du Roi « du pain et du cirque » et réclament d'être « des citoyens, et non des sujets ». Selon Sari Hanafi (Université américaine de Beyrouth), une nouvelle forme de subjectivité politique est apparue au lendemain des révoltes, ce qui, en totale opposition avec ce qu'il est convenu d'appeler l'individualisme néo-libéral, ne milite pas pour une émancipation totale à l'égard des entités collectives mais engage ses acteurs à bien réfléchir sur les liens sociaux qui les unissent et, si nécessaire, non seulement à

Ce que l'avenir réserve aux révoltes populaires dans le monde arabe reste incertain. Cependant, il est d'ores et déjà évident que le paysage politique de la région a subi une transformation d'une ampleur que l'on n'avait pas connue depuis la fin officielle du colonialisme, et que l'idée essentialiste d'une « exception arabe » semblant impossible à éradiquer a fini par s'effondrer. Les 20 et 21 mars 2012, une conférence organisée à l'Université américaine de Beyrouth a réuni des spécialistes venus de l'ensemble du monde arabe mais aussi d'Inde, d'Amérique latine et d'Amérique du Nord ainsi que d'Europe et d'Afrique, pour traiter de toute une série de sujets relatifs aux révoltes et aux révolutions. La conférence visait plus particulièrement à mettre en avant des approches sociologiques souvent laissées de côté et à imaginer des

scénarios pour l'évolution future des révoltes par le biais de comparaisons historiques entre différents pays et continents.

Dans son exposé sur le mouvement *Occupy Wall Street*, Markus Schulz (Université de l'Illinois, Urban-Champaign) a rendu possible une approche comparative de ce type en proposant un cadre théorique pour la recherche consacrée à ces mouvements sociaux. De nombreux et étonnants parallèles entre les révoltes arabes et le mouvement *Occupy* sont apparus, tels que leur caractère dialogique et l'absence de leader, que, dans le cas arabe, Mohammed Bamyeh (Université de Pittsburgh) a rattaché à une longue tradition de pensée anarchiste. Selon lui, les mouvements populaires dans le monde arabe peuvent être considérés comme l'expression d'une mémoire historique qui nourrit une profonde méfiance face à l'auto-

les changer mais aussi à changer les entités collectives elles-mêmes. Pour Hanafi, cet « individualisme réflexif » a le pouvoir de dépasser les clivages religieux et ethniques et par là même d'ouvrir la voie à un « nouveau patriotisme ». Ainsi qu'il est clairement apparu dans le débat qui a suivi, que ceci se réalise effectivement ou non dépend cependant de l'équilibre des forces – sachant que même en Tunisie et en Égypte, les deux bastions présumés de la réflexivité, le comportement des électeurs après la révolution continuait à être largement déterminé par des loyautés ethniques et religieuses.

En s'appuyant sur l'expérience latino-américaine, Raquel Sosa Elízaga (Université nationale autonome du Mexique, Mexico) et Edgardo Lander (Université centrale du Venezuela, Caracas) ont en outre insisté sur la nécessité d'une révolution sociale plutôt que d'un simple changement de régime. Ce serait la seule manière de pouvoir venir à bout des structures d'exploitation et d'oppression qui, dans la plupart des pays latino-américains, ont persisté après les « transitions négociées » vers la démocratie (libérale). Tina Uys (Université de Johannesburg) a émis une critique semblable de la « révolution négociée » en Afrique du Sud, qu'elle dépeint comme intrinsèquement conservatrice.

Comme on a pu l'observer en Amérique latine, les forces armées sont à considérer comme l'un des acteurs clés des transitions d'un régime à l'autre. Yezid Sayigh (Centre Carnegie pour le Moyen-Orient, Beyrouth) a attiré l'attention sur le fait que l'armée a pénétré pratiquement toutes les sphères de la société en conséquence du rôle crucial que les armées ont joué dans la construction du pouvoir autoritaire dans le monde arabe. Pour les gouvernements post-révolutionnaires, la re-configuration des relations entre civils et militaires représente par conséquent l'un des paris les plus urgents et les plus risqués – le fait qu'il faille nécessairement ébranler des intérêts établis

de longue date au sein de la société pourrait, selon Sayigh, faire sérieusement obstacle à la limitation du pouvoir des militaires au sein de la société. Revenant sur le rôle de l'espace public dans les affrontements continus entre révolutionnaires et forces armées, Mona Abaza (Université américaine du Caire) a montré dans ses « Réflexions sur l'après-Révolution » que l'armée égyptienne est encore loin d'être sous contrôle démocratique et a pour objectif de s'emparer du pouvoir.

Les relations entre civils et militaires en Turquie ont souvent été évoquées comme un modèle possible pour le monde arabe. Dilek Cindoğlu a remis cette idée en question en signalant certaines des failles de la démocratie turque et en mettant particulièrement en garde contre une « *gender-blind democratization* » [démocratisation qui ignore les questions d'égalité des sexes]. Fatima Kubaissi (Université du Qatar) et Jan Marie Fritz (Université de Cincinnati, États-Unis) sont revenus sur le rôle des femmes dans les processus de transition, Fritz attirant l'attention sur le caractère fondamentalement imprévisible inhérent aux périodes de changement politique qui ouvrent par conséquent une « fenêtre d'opportunités » pour la transformation sociale et le renforcement de la position des femmes.

En ce qui concerne la question de savoir à qui donner des pouvoirs pour favoriser le changement démocratique, Justin Gengler (Université du Qatar) a contesté l'idée reçue selon laquelle l'engagement civique se traduit par une conscience accrue des valeurs démocratiques. À partir de données du *World Values Survey*, Gengler avance l'hypothèse controversée suivant laquelle, du moins au Qatar, la société civile en tant que telle n'est pas un instrument de démocratisation mais facilite plutôt l'accès à des structures clientélistes. Göran Therborn (Université de Cambridge) a prolongé la thèse de Gengler et soutenu que dans les nations

démocratiques également, la société civile est avant tout une sphère où sont représentés des intérêts particuliers plutôt que des valeurs véritablement démocratiques.

Dans son discours de clôture, Michael Burawoy (Université de Californie, Berkeley) a rendu hommage à Hanafi, l'organisateur de la rencontre, pour son « coup de génie » qui a permis de poser les jalons pour une approche comparative systématique des révoltes. Cette conférence a marqué un pas important dans la voie d'une véritable approche comparative, même si elle n'a pas encore pu apporter une synthèse des expériences de démocratisation de différents pays et régions du monde. Seuls quelques participants se sont intéressés prioritairement aux conclusions qui pouvaient être tirées des révoltes arabes à partir d'expériences vécues ailleurs, dans la mesure où la plupart des communications et des débats ont porté principalement sur les spécificités de telle ou telle nation ou région du monde, se limitant par conséquent à des études de cas détaillées mais néanmoins isolées plutôt que de systématiser nos connaissances empiriques des révolutions et de la démocratisation. Un cadre plus général pour l'analyse comparative des changements de régime – qui ne tombe pas dans le piège consistant à avancer des affirmations causales par trop faciles – reste par conséquent à élaborer. Il ne faut pas oublier que la spontanéité qui définit les révolutions arabes ne peut pas être appréhendée à l'aide de modèles (quasi-)déterministes mais doit plutôt être attribuée à ce que Göran Therborn a qualifié d'« imprévisibilité de l'action humaine ». Ainsi, comme Nahla Chahal (du journal *al-Safer*) nous l'a rappelé dans son discours fort engagé, ceux qui plaident en faveur d'un changement politique devraient saisir l'occasion que représente ce moment véritablement *historique* pour traduire leurs réflexions théoriques en pratique révolutionnaire. ■

> Une ou plusieurs sociologies ? Un dialogue polonais

Mikołaj Mierzejewski, Karolina Mikołajewska et Jakub Rozenbaum, Laboratoire de Sociologie Publique, Université de Varsovie (Pologne)¹



À Varsovie, un colloque autour de Dialogue Global sur l'avenir de la sociologie.

seignement supérieur introduite en Pologne en 2011. Cependant, nous avons avant tout tenté d'examiner la question de savoir si une sociologie universelle est possible (ou souhaitable) ou s'il faudrait encourager des « sociologies locales » qui s'intéressent à des problèmes locaux – c'est-à-dire que nous avons essayé de répondre à la question posée dans l'intitulé du séminaire : *Une ou plusieurs sociologies ?*

Izabela Wagner a commencé par présenter les multiples facettes des divisions et des inégalités existant entre les sociologues. Il ne s'agit pas seulement de conflits Nord-Sud et Est-Ouest, ou entre sociologues qui font ou non partie de l'élite, mais aussi entre les théoriciens et les « ethnographes » qui partent de travaux sur le terrain avant de passer à la théorie. Pour Mme Wagner, Piotr Sztompka et Michael Burawoy – dont les opinions reflètent dans une large mesure leur carrière universitaire et leur milieu social d'origine – illustrent bien ces deux points de vue. Elle a comparé la situation dans le domaine de la sociologie à celle de la biologie moléculaire, autrefois dominée par des chercheurs qui travaillaient en laboratoire dans des conditions artificielles en utilisant la méthode *in vitro*, laquelle s'est révélée ne produire essentiellement que des artéfacts. La méthode *in vivo* a donc été réhabilitée. Bien qu'elle soit beaucoup plus coûteuse et que 95% des expériences se soldent par un échec, elle est à l'origine de connaissances et de théories solidement ancrées dans la réalité

Avec son vif débat sur le statut de la sociologie dans un monde inégalitaire, *Dialogue Global* 2.2 a été le premier numéro à être édité en polonais. Les collaborateurs de l'équipe polonaise, qui travaillent ensemble au sein du Laboratoire de Sociologie Publique animé par les étudiants, ont décidé de replacer ce débat global dans un contexte plus local. Ainsi, nous avons organisé un séminaire consacré aux problèmes soulevés par Piotr Sztompka et ses opposants, tels qu'ils sont perçus d'un point de vue polonais.

La rencontre, qui a eu lieu le 19 janvier 2012, a attiré étudiants, doctorants et professeurs issus de plusieurs facultés de l'université ainsi que d'autres établissements universitaires. Chacun était libre d'exprimer son opinion, mais pour lancer le débat, trois invités ont été conviés pour prononcer les allocutions d'ouverture.

La professeure Anna Giza-Poleszczuk est une spécialiste reconnue dans le domaine de la sociologie de la famille et des liens sociaux, et est également active dans le secteur des ONG polonaises. Le professeur Antoni Sulek est un ancien président de l'Association Polonaise de Sociologie (PTS). Il est un spécialiste de méthodologie, des théories de l'opinion publique et de l'histoire de la sociologie polonaise. Quant à Izabela Wagner, ses recherches portent principalement sur les carrières professionnelles des scientifiques et des musiciens. Elle a réalisé des recherches en France, en Pologne et aux États-Unis, en collaboration avec l'EHESS de Paris et l'Université Harvard.

Les débats soulevés à l'occasion de ce séminaire ont porté sur des sujets très divers, depuis les conflits existant dans le domaine de la sociologie jusqu'à la réforme de l'enseignement des sciences et de l'en-

empirique. Tandis que la méthode *in vitro* s'apparente à l'approche théorique en sociologie, la méthode *in vivo* est proche de l'ethnographie dans la mesure où moins d'hypothèses sont conçues *a priori* et où les théories sont élaborées à partir de travaux sur le terrain. Mme Wagner a exprimé l'espoir que la sociologie puisse prendre une orientation semblable à celle prise par la biologie.

Le professeur Antoni Sułek a abordé notre question d'une autre manière, en définissant la sociologie comme « une science *qui parle de la société* » et non « une science de la société ». Par conséquent, a-t-il affirmé, nous pouvons traiter de la diversité des langages que nous employons dans notre travail de sociologue, tout comme de la diversité des sociétés. Cette dernière représente vraisemblablement un problème théorique insoluble (du fait que les sociétés diffèrent profondément les unes des autres). Si l'on songe au contraire au langage sociologique que l'on emploie, l'opposition universel-particulier apparaît comme un faux dilemme. M. Sułek a fait observer qu'il y a deux « circuits sociologiques » parallèles. L'un relève de l'érudition pure, où des sociologues s'adressent à d'autres sociologues. Publier en anglais est dans ce cas non seulement acceptable mais aussi souhaitable – ici, en effet, « des sociologues s'adressent au monde, et on s'adresse au monde dans des langues mondiales ». L'objectif est de communiquer des expériences locales dans un langage sociologique théorique, sans références contextuelles. Cependant, il existe un autre circuit, un circuit où des sociologues s'adressent à leur propre société. C'est dans ce circuit que réside le rôle clé de la sociologie. Selon M. Sułek, le meilleur moyen d'y parvenir, est « l'écriture sociologique » – des textes destinés non pas à d'autres érudits mais au grand public. Il ne faut cependant pas confondre cela avec le rôle des « sociologues médiatiques » qui apparaissent à la télé, lesquels

s'apparentent plus à des célébrités qu'à des érudits.

La professeure Anna Giza-Poleszczuk a elle aussi exposé des conceptions différentes de la sociologie. Elle a soulevé trois questions importantes dont il nous faut tenir compte dans notre recherche d'une sociologie universelle. Premièrement, avons-nous tous les mêmes opportunités pour exposer notre conception d'un savoir universel ? Pensons-nous à des mécanismes qui nous protégeraient des « usurpateurs » qui monopolisent cette science-là ? Deuxièmement, qui établit l'ordre du jour en matière sociologique ? Qui décide quels problèmes sont importants à partir du « réservoir commun de connaissances » ? Troisièmement, faisons-nous toujours référence aux mêmes choses ? Les différences qui existent entre les sociétés ne s'analysent pas seulement au niveau de leurs « démonstrations » de logiques universelles. Les théories jouent également un rôle dans notre manière de voir le monde. En fait, certaines théories ne sont tout simplement pas adaptées, comme par exemple le modèle économique néo-classique dans un pays où n'existe pas le libre marché.

Anna Giza-Poleszczuk a également fait référence, dans le cadre de la sociologie publique, au débat sur la récente réforme de l'enseignement supérieur en Pologne². Au cours du débat qui a suivi, Maciej Gdula, mentor du Laboratoire de Sociologie Publique, a fait valoir que cette réforme modifie profondément la situation dans les universités polonaises. Elle cherche en effet à rendre les universitaires polonais semblables à leurs homologues américains en récompensant beaucoup plus les articles publiés dans la liste des revues scientifiques reconnues par l'*International Science Index* plutôt que le fait d'enseigner à leurs étudiants ou de réaliser des activités extra-universitaires qui soient en rapport avec les problèmes de la société dans laquelle ils vivent. La

sociologie publique, après tout, ne recherche pas la reconnaissance au sein du réseau de publications international, mais vise à tisser des liens entre les différents acteurs sociaux au niveau de contextes locaux.

Le thème de la dépendance intellectuelle ainsi qu'une réflexion critique sur la sociologie fournissent un autre cadre d'analyse utile pour étudier la situation des institutions universitaires polonaises. Cependant, le séminaire ne pouvait pas se conclure sur une réponse univoque à la question posée dans l'intitulé. Cela est dû au fait que – ainsi que Jeffrey C. Alexander l'exprimait dans le numéro précédent de *Dialogue Global* (2.3) – le débat sur l'universalisme et le particularisme ne saurait être réglé une fois pour toutes, mais doit au contraire être périodiquement revisité dans différents contextes. Nous ne pouvons qu'essayer de trouver un terrain d'entente, ce que le professeur Sułek a fait dans son allocution finale. Il a fait observer que ce qui importe le plus est de faire de la *bonne* sociologie. Nous sommes libres d'établir nos propres standards d'excellence universitaire. Ce qui compte, c'est d'observer ces standards.

Cette conclusion est extrêmement importante : la sociologie ne doit pas être conçue comme une version unique de ce qui serait défini comme la « bonne science ». Cependant, même si nous choisissons la voie de la sociologie publique, même si nous développons une « sociologie locale » qui traite de problèmes locaux, il nous faut développer et appliquer des critères pour évaluer notre travail en tant que science. ■

¹ Kolo Naukowe Socjologii Publicznej (Laboratoire de Sociologie Publique) est une structure de recherche fondée par des étudiants à l'Institut de Sociologie de l'Université de Varsovie. Vous pouvez nous contacter à l'adresse public.sociology.kn@uw.edu.pl ou aller sur <http://www.facebook.com/socjologiapubliczna>.

² Pour en savoir plus sur la réforme polonaise, cf. les articles d'Izabela Wagner et d'Anna Szolucha sur le blog de l'ISA (<http://www.isa-sociology.org/universities-in-crisis/>).

> Un groupe de tout jeunes sociologues

Reyhaneh Javadi, Université de Téhéran (Iran)

Je me souviens que pendant la traduction de l'article sur l'équipe japonaise de traducteurs (DG 2.3), tout ce que je pensais en découvrant leurs diplômes et domaines de recherche (et en me remémorant ceux de l'équipe de São Paulo) était « Mon Dieu ! Que faisons-nous au milieu de tous ces doctorants et professeurs ? Nous ne sommes que des gamins ! ».

Nous ne sommes que des gamins, en effet ! Un groupe de (très) jeunes sociologues enthousiastes qui croient et estiment mériter de meilleures conditions pour étudier. Nous nous sommes donc organisés au sein de l'Association d'Étudiants en Sociologie de l'Université de Téhéran. Nous essayons de définir et de dénoncer les défaillances de l'enseignement universitaire, et de proposer des alternatives. Notre conseil d'administration est élu par les étudiants de sociologie de notre université. Son mandat est d'une année universitaire.

L'an dernier, notre association a repris sa mission, après plusieurs années d'inactivité. En 2011, notre conseil d'administration était composé de : Saghar Bozorgi, Najmeh Taheri, Elahe Noori, Mitra Daneshvar, Faezeh Khajezade, Somaieh Rostampour et Reyhaneh Javadi. L'équipe actuelle s'est mise au travail il y a un mois. De nouvelles recrues sont venues remplacer ceux qui ont terminé leurs études : Nastaran Mahmoudzadeh, Tara Asgari Laleh et Zahra Babaei. Tous les membres du conseil d'administration sont des étudiantes en licence, à l'exception de deux

d'entre elles qui sont étudiantes en master. Et il est uniquement composé de femmes !

Notre association s'est d'abord consacrée à mettre en place des groupes de lecture des travaux de sociologues classiques et modernes, à organiser des ateliers – notamment sur la sociologie de la religion en Iran – et une exposition de photographie sociale, et à accueillir les points de vue de divers conférenciers, y compris Michael Burawoy (sur la sociologie publique) et Jennifer Platt (sur l'histoire de la sociologie). Enfin et surtout, nous publions un magazine d'étudiants en sociologie intitulé *Sareh* (« pur »), dont chaque numéro comprend deux parties. La première partie apporte un point de vue critique sur la situation de l'enseignement de la sociologie dans notre faculté, et la deuxième partie consiste en la traduction d'un article ou d'une partie d'ouvrage d'un sociologue.

Traduire *Dialogue Global* en persan est l'une des missions de notre association. À la différence d'autres équipes, nous choisissons nos traducteurs de concert. De fait, cette activité s'est révélée être une manière formidable de stimuler notre enthousiasme. Ainsi, pour chaque nouveau numéro, nous publions une annonce dans notre faculté invitant les étudiants intéressés à traduire un échantillon d'une page. Quatre traducteurs sont alors sélectionnés parmi les meilleurs échantillons. Voici un bref aperçu de notre équipe de traduction.



Reyhaneh Javadi Étudiante en master de sociologie à l'Université de Téhéran (UT), elle a obtenu sa licence de sociologie à l'UT. Ses études portent sur la sociologie historique, en particulier sur les réformes du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle en Iran.



Jalal Karimian Étudiant en master de philosophie à l'Université Shahid Beheshti (SBU), il est titulaire d'une licence de sciences sociales de l'UT. Ses études récentes portent sur la philosophie existentielle et la phénoménologie de la religion. Il s'intéresse également à la sociologie publique.



Shahrad Shahvand Titulaire d'un master de relations internationales de l'UT et d'une licence d'ingénierie chimique de l'Université du Golfe Persique. Ses domaines d'intérêt sont actuellement la religion, la culture et la politique en Asie du Sud, en particulier au Pakistan.



Saghar Bozorgi Étudiante en licence de sociologie à l'UT, elle s'intéresse à la sociologie historique, en particulier appliquée à l'Iran moderne.



Najmeh Taheri Étudiante en licence de sociologie à l'UT.



Tara Asgari Laleh Étudiante en licence de sociologie à l'UT.



Fatemeh Moghaddasi Étudiante en master de sociologie à l'Université Allameh Tabataba'i, elle a obtenu sa licence de sociologie à l'UT. Elle s'intéresse principalement à la sociologie de l'éducation et à la sociologie publique, en particulier à l'histoire de la sociologie publique en Iran et au développement de la sociologie publique dans le système éducatif.



Zeinab Nesar Étudiante en master de sociologie à l'UT, après une licence obtenue à l'UT, elle travaille actuellement sur les questions de genre.



Faezeh Esmaeili Étudiante en master de sociologie à l'UT, elle est titulaire d'une licence de sociologie de la SBU. Elle étudie les politiques sociales de l'ère Pahlavi.



Mitra Daneshvar Étudiante en licence de sociologie à l'UT, elle s'intéresse à la déviance des jeunes, et particulièrement à la peine capitale en Iran.

Pour nous tous, c'est véritablement un plaisir et un honneur de participer à la grande aventure de *Dialogue Global*. ■

> La sociologie francophone dans le monde

André Petitat, Université de Lausanne (Suisse), et Président de l' AISLF



Georges Gurvitch (1894-1965) – intellectuel français d'origine russe et sociologue de renom – a été une figure de proue de l' AISLF.

Le XIX^e Congrès de l'Association internationale des sociologues de langue française (AISLF) aura lieu à Rabat du 2 au 7 juillet 2012, sur le thème *Penser l'incertain*. L' AISLF, qui est membre de l' ISA, a été fondée en 1958 dans un contexte d'hégémonie militaire, économique, technologique et scientifique des États-Unis. Depuis les années 50, les étudiants de deuxième et troisième cycle ont recherché des opportunités pour aller dans les universités américaines. Ce qui n'était pas pour plaire à tout le monde, dans la mesure où les courants du conformisme fonctionnaliste et de l'empirisme statistique, alors dominants aux États-Unis, contrastaient avec des approches européennes plus sensibles à la contestation et à la transformation sociale. Georges Gurvitch, figure de proue de AISLF, a, à sa manière, poursuivi la critique de Sorokin de la *testomanie* et de la *quantophrenie* américaines. Bien que la folie maccarthyste ait pris fin en 1954, elle a laissé des traces dans la sociologie américaine.

La distance théorique et idéologique par rapport à la sociologie

américaine, sans parler de son orientation linguistique unilatérale, a eu une influence majeure dans la décision de créer un espace international de sociologie de langue française. *L' AISLF représente par conséquent un acte explicite de politique scientifique aussi bien qu'un acte de politique linguistique : l'objectif était de sauvegarder la diversité de la production sociologique et la diversité linguistique en combinant l'une et l'autre.*

Au fil des années, l' AISLF, qui a commencé comme un rassemblement amical entre universitaires, s'est agrandie jusqu'à devenir une association de plus de 1.800 membres issus de plus de 50 pays différents. Il ne s'agit pas d'une association régionale ou nationale mais d'une association d'espaces culturels et linguistiques, à la fois réels et virtuels, constitués de pays, de régions, de programmes éducatifs et de centres de recherche partiellement ou entièrement francophones. Certains sont situés dans des pays qui ne sont pas francophones, d'autres sont simplement des sociologues francophiles isolés dans des environnements non francophones. Cette association « linguistique régionale » compte

>>

plus de 50 groupes thématiques très actifs. Elle publie la revue en ligne *SociologieS* et accorde une attention particulière à la formation de jeunes chercheurs par l'intermédiaire de RéDoc (Réseau international d'écoles doctorales en sociologie/sciences sociales), qui organise chaque année une université d'été. Tous les six mois, la *Lettre de l'AISLF* rend compte des activités de l'Association. Pour plus de détails, consultez aislf.org.

L'AISLF a également servi comme site international de débat entre plusieurs « écoles » de sociologie francophone, sans jamais prendre directement parti pour l'une ou l'autre. Elle a donc rempli son objectif premier – qui reste le même aujourd'hui – de défendre le pluralisme en sociologie, et d'encourager le débat au sein des comités de recherche. Les associations linguistiques régionales permettent d'accompagner dans leur développement et d'ancrer spontanément au niveau international de nouveaux concepts et paradigmes qui émergent dans des contextes nationaux souvent trop étroits pour leur donner suffisamment d'espace pour se développer. Pour prospérer, la diversité sociologique requiert des zones de proximité linguistique de ce type. L'une des tâches de l'ISA est de favoriser le dialogue entre

des régions aux frontières plus ou moins poreuses, et c'est ce que le Président Michael Burawoy tente de faire en ce qui concerne les grands problèmes mondiaux.

Il est clair que les aires linguistiques sont inégales et hiérarchisées. Aujourd'hui, l'aire anglophone se tient au sommet. Cette hégémonie, qui est le produit de multiples circonstances et processus, ne devrait pas nous faire oublier que les aires linguistiques, y compris l'aire francophone, ont leurs propres hiérarchies et inégalités internes. Penser et écrire en français n'est pas la même chose pour un Sénégalais, ou un Marocain, que pour quelqu'un originaire de France ou du Québec. Nous nous trouvons en effet confrontés à une hiérarchie d'hégémonies linguistiques avec leurs relations d'inégalité correspondantes.

Le contexte dans lequel l'AISLF a été fondé n'est plus le même aujourd'hui. La sociologie aux États-Unis est plus diversifiée. Ses exportations qui rencontrent le plus de succès, l'homme rationnel et l'interactionisme, constituent deux facettes importantes de la sociologie francophone d'aujourd'hui. Leur succès est probablement lié à la fragmentation des sous-domaines de la sociologie.

Le monde bipolaire que nous avons connu (1950-1970) a disparu au profit d'un monde multipolaire. Nous habitons un monde officiellement reconnu pour son pluralisme culturel, caractérisé par une interdépendance mondiale d'une ampleur sans précédent, et marqué par la mobilité croissante des personnes, du capital, de l'information et des produits. Nous vivons une époque où nos capacités technologiques et scientifiques dépassent tout ce que les fondateurs de notre discipline auraient pu imaginer. Le programme libéral du laissez-faire, associé au rêve technoscientifique de Descartes (« maîtres et possesseurs de la nature »), a donné naissance à des incertitudes telles dans le domaine de l'économie et de l'écologie mondiales que de nouvelles exigences en faveur d'une régulation internationale se font entendre après chaque crise, ne serait-ce que pour éviter de disparaître sous la masse de nos propres contradictions et détritiques. En organisant notre XIX^e Congrès à Rabat sur le thème de l'incertitude, nous avons le sentiment que les sociologues ont un rôle particulier à jouer dans la recherche d'une sortie de la voie étroite dans laquelle nous nous trouvons actuellement pris au piège. ■

> En savoir plus sur l'AISLF

Jennifer Platt, Université du Sussex (Royaume-Uni), et Vice-Présidente des Publications de l'ISA (2010-2014)

Ce court article vient compléter celui d'André Petitat avec certaines données et informations contextuelles supplémentaires sur la relation de longue date de l'AISLF avec l'ISA – une relation qui à une époque donnée a fait apparaître certaines frictions internes. La fondation de l'ISA en 1949 s'est faite à l'initiative de l'UNESCO, dont le siège a toujours été à Paris, de sorte que le français avait une importance pratique en même temps qu'un statut officiel ; historiquement, le français était également la langue de la diplomatie internationale, bien que ce statut particulier ait évolué après la Seconde Guerre mondiale avec la prédominance des États-Unis à l'échelle internationale. Les deux langues officielles de l'ISA étaient le français et l'anglais – laissant de côté les langues des autres pays qui avaient eu un rôle significatif dans le domaine de la sociologie mais s'étaient rangés du côté fasciste pendant la guerre. Au fur et à mesure que l'ISA devenait de plus en plus indépendante de l'UNESCO, le français y perdait de son importance et, en réaction à cela, les archives montrent qu'en 1954 le sociologue français Georges Gurvitch proposa de créer une section francophone de l'ISA ; cette proposition, alors perçue comme une atteinte aux valeurs internationalistes, ne fut pas acceptée. En 1958, l'AISLF fut donc fondée, de manière indépendante, à l'initiative de Gurvitch et du sociologue belge Henri Janne. Cependant, en 1963, l'AISLF devint membre collectif de l'ISA ; le fait que Girod, alors secrétaire adjoint de l'ISA, soit également un membre du Comité Exécutif de l'AISLF a sans doute influencé cette décision !

Les chiffres de l'ISA concernant ses activités ont toujours été présentés en termes de contributions nationales, mais les choses apparaissent sous un jour différent si c'est la langue, plutôt que la situation géographique,

qui est prise en considération. Ainsi que Petitat le fait observer, la France n'a pas été le seul pays francophone à apporter sa contribution à l'ISA ; le Canada francophone, la Belgique et la Suisse ont également occupé une place particulièrement importante. Entre 1949 et 1956, l'ISA a eu un Président américain, tandis que l'un de ses Vice-Présidents était le Français Georges Davy. Puis Georges Friedmann est devenu Président entre 1956 et 1959. Il y a ensuite eu un long intervalle de temps avant qu'un autre francophone, Michel Wieviorka, n'occupe ce poste, entre 2006 et 2010, mais même pendant cet intervalle, il y a toujours eu au moins un membre francophone au sein de l'exécutif, et dans le cas de sept des onze mandats, un Vice-Président francophone.

Trois Congrès mondiaux de l'ISA (en 1953 à Liège, 1966 à Évian et 1998 à Montréal) et trois Secrétariats (en 1959-62 à Louvain, 1962-67 à Genève et 1974-82 à Montréal) – avant qu'il ne se fixe à Madrid – ont été situés dans des environnements francophones (généralement dans des nations bilingues). À noter également que certains membres éminents de l'ISA d'origine non-francophone, tels que Anouar Abdel-Malek, ont soit travaillé à Paris pendant de nombreuses années ou y ont entretenu de solides et durables relations intellectuelles. De même, des migrants francophones comme Jacques Dofny, parti de Belgique pour le Québec¹, ont créé des liens importants. On peut ainsi observer comment des attaches linguistiques ont contribué à créer des liens ainsi qu'à exprimer des identités distinctes. ■

¹ On trouvera un aperçu très intéressant du rôle qu'il a joué dans « Entretien avec Jacques Dofny, professeur et bâtisseur », *Sociologie et sociétés* 23 (1991): 61-77.

> Les défis pour la Société Indienne de Sociologie

Ishwar Modi, Président de la Société Indienne de Sociologie, et membre du Comité Exécutif de l'ISA (2010-2014)



Lors de la conférence annuelle de l'ISS à Jaipur, Ishwar Modi allume la traditionnelle lampe sacrée gage de prospérité, sous le regard de Son Excellence le Gouverneur du Rajasthan, Hon'ble S. K. Singh (au centre).

La sociologie indienne a atteint un niveau admirable dans le domaine de l'enseignement et de la recherche. Pour en arriver là, la Société Indienne de Sociologie (ISS) a, tout au long des ses 60 ans d'existence, joué un rôle non négligeable. Je suis extrêmement

heureux d'en être le Président depuis janvier 2012, pour un mandat de deux ans. L'ISS compte près de 3.500 membres à vie en Inde, ainsi que quelques-uns à l'étranger. La sociologie en Inde se trouve aujourd'hui à un tournant. Plusieurs défis sont apparus ces dernières années au sein de notre discipline universitaire vieille d'un siècle. Le

>>

passé colonial de la société indienne continue à hanter la pédagogie et la méthodologie, et la suprématie universitaire américaine pèse sur nos travaux, y compris sur les concepts, les cadres de référence et les constructions théoriques. La sociologie indienne n'est pas encore parvenue à apporter ses propres contributions à la théorie sociale et au renouvellement conceptuel (Modi, 2010).

L'indigénisation rationnelle doit devenir réalité si nous voulons comprendre les questions complexes avec empathie et attention. Il nous faut développer une sociologie appropriée. Sous ma présidence, de nouvelles initiatives pour élargir les horizons de la sociologie indienne sont analysées. En même temps, la sociologie indienne ne peut pas se maintenir à distance de la scène internationale. Le canal de diffusion de l'ISS est sa revue – *Sociological Bulletin*. Il nous faut augmenter la fréquence de ce bulletin, étendre sa portée, le rendre multilingue et en faire une

publication véritablement internationale. Il nous faut publier des numéros spéciaux thématiques. Des spécialistes confirmés pourraient être sollicités pour écrire des articles. Une revue électronique est également à l'ordre du jour.

Outre la refonte du *Sociological Bulletin*, il est nécessaire de lancer de nouveaux débats sur des questions relatives au développement, aux bases sociales de la politique, aux nouvelles dimensions des revendications identitaires et culturelles, au rapide développement des classes moyennes, aux inégalités sociales, aux nouveaux contours de la division entre zones rurales et centres urbains, etc. Une Sociologie du Peuple doit être notre devise pour le XXI^e siècle.

Pour réaliser ces nouveaux objectifs, nous avons beaucoup à apprendre de pays comme le Brésil, la Russie, la Chine et l'Afrique du Sud. Les pays d'Europe de l'Est peuvent également beaucoup nous apporter, compte tenu de leurs ex-

périences de l'ère post-socialiste. Il nous faut également étudier les traditions intellectuelles indigènes des sociétés orientales, moyen-orientales et africaines afin de développer des sociologies alternatives. En d'autres termes, notre tâche ne consiste pas seulement à retenir les aspects positifs de la sociologie occidentale mais aussi à tirer les leçons des pays en développement. Il nous faut établir des liens entre la sociologie indienne dominante et les sociétés et cultures des provinces indiennes. Pour cela, l'ISS va devoir nouer des relations étroites avec les associations régionales et provinciales afin de prendre en compte la riche diversité sociale et culturelle de l'Inde. J'ai bon espoir que l'ISS va faire de grands progrès dans toutes ces directions. ■

Référence

Modi, I. (2010) "Indian Sociology Faces the World." Pp.316-325 in Michael Burawoy, Chang Mau-kuei, and Michelle Fei-yu Hsieh (eds.) *Facing an Unequal World: Challenges for a Global Sociology (Volume II)*. Institute of Sociology, Academia Sinica, Taiwan, and Council of National Associations of the International Sociological Association.

> Sociologie publique à l'Université d'Ankara

Günnur Ertong et Yonca Odabaş, Université d'Ankara (Turquie)



Des travailleuses blotties autour d'un réchaud, dans le campement créé pour protester contre la politique du travail du groupe TEKEL.

Nous sommes un groupe de sociologues qui travaillons avec le professeur Aytül Kasapoğlu au sein du département de sociologie de l'Université d'Ankara. Notre groupe est composé d'étudiants de deuxième cycle, de jeunes doctorants et de professeurs d'université en exercice.

Notre groupe est un groupe dynamique ; ceux qui se joignent à nous y viennent pour étudier, ils apportent leur contribution à nos publications et, forts de ces expériences, poursuivent leurs études. Il s'agit principalement d'étudiants qui sont en train de rédiger leur thèse ou leur mémoire de master sous la direction du M. Kasapoğlu. Même lorsque nous sommes appelés à nous éloigner du département pour travailler à l'extérieur, nous restons reliés à travers notre réseau de

recherche. Vous trouverez ci-après une brève présentation des ouvrages que nous avons publiés dans le cadre de nos recherches, des cours de séminaire de M. Kasapoğlu où nous développons notre recherche sur le terrain, ainsi que d'une revue scientifique dans laquelle nous publions régulièrement les résultats de nos recherches.

Les livres que nous avons publiés portent principalement sur le contenu des cours enseignés par Aytül Kasapoğlu. Ils s'appuient sur les travaux d'étudiants et de professeurs, en faisant la synthèse de la théorie et de la pratique. Le premier de ces ouvrages, *Character in a Changing Social Structure*, traite de l'érosion du caractère due aux exigences de la structure sociale. Le deuxième, *New Social Traumas*, étudie des récits de traumatismes sociaux. Le troisième, *Social Life and Conflict: Different Panoramas*, traite de la vie sociale et des conflits sociaux, tandis que le dernier, *Two Sides of the Coin: Health and Illness*, concerne le domaine de la sociologie de la santé et de la maladie. La série de séminaires, organisée par M. Kasapoğlu, permet d'orienter les étudiants vers la littérature scientifique utile et de générer de nouvelles idées qui sont ensuite examinées entre collègues. Même après avoir terminé leurs études, d'anciens étudiants continuent à participer à ces cours, et servent ainsi de source d'inspiration pour les nouvelles recrues.

L'un de nos projets de recherche sur le terrain, que nous avons tout récemment achevé, portait sur la grève

>>

des travailleurs de TEKEL en décembre 2009. TEKEL est une importante et ancienne entreprise publique de production de tabac et d'alcool. La grève, menée contre le changement de statut des travailleurs de l'entreprise, a duré 78 jours, à Ankara, la capitale turque. L'augmentation des privatisations dans les années 90 et l'augmentation des coûts salariaux dans le secteur public ont entraîné le recours massif à des travailleurs contractuels employés par des filiales, si bien que le pourcentage de travailleurs bénéficiant de la sécurité de l'emploi est tombé en chute libre.

L'opposition des travailleurs à de telles stratégies de « flexibilisation » du travail a démarré à Ankara le 14 décembre 2009, déclenchée par les tactiques d'oppression des forces de sécurité. Parce qu'il faisait froid et que la réponse du gouvernement se faisait attendre, les travailleurs de TEKEL ont monté un campement de tentes dans les rues où ils manifestaient. Ces tentes ont focalisé l'attention de l'opinion publique. En dépit du pouvoir hégémonique du gouvernement, les travailleurs qui campaient ont reçu un large soutien au niveau local, de la part de scientifiques, d'artistes et d'étudiants. Notre groupe était présent, pour soutenir les travailleurs, avec une recherche sur le terrain visant à appliquer à la grève de TEKEL le modèle de mobilisation collective de Herbert Blumer. Il a résulté de ce travail un article qui a été présenté à la réunion de l'Association Européenne de Sociologie (ESA) qui s'est tenue à Genève en septembre 2011.

Yurt ve Dünya (La Patrie et le Monde) est une revue en ligne qui est publiée depuis 2010 sur www.yurtvedunya.net. Mais

son histoire est beaucoup plus ancienne. *Yurt ve Dünya* a été publié pour la première fois en 1941 sous la direction de Behice Boran, une spécialiste de sociologie publique travaillant à la Faculté de Sciences Humaines. Le courant de Michael Burawoy en faveur d'une sociologie publique nous a inspirés et nous avons décidé en 2010 de donner un nouveau souffle à *Yurt ve Dünya*, grâce à l'énergie de quelques étudiants et professeurs du Département de Sociologie. L'objectif de la revue est de partager les recherches menées dans le cadre universitaire avec différents publics en dehors de l'université. Le premier public visé sont les étudiants de différents départements de sociologie en Turquie.

Nous avons l'intention d'étendre au niveau international nos activités touchant à la sociologie publique. Nous sommes tous membres de l'ISA et de l'ESA. Étant convaincus de l'importance d'une collaboration entre sociologues au niveau national mais aussi au niveau régional et international, nous sommes également actifs au sein de notre association nationale.

C'est avec beaucoup d'enthousiasme que nous développons une culture de recherche fondée sur la collaboration et pratiquons la sociologie publique. Si vous êtes intéressés par ce que nous faisons ou souhaitez échanger avec notre groupe, vous pouvez nous contacter :

Aytül Kasapoğlu kasap@humanity.ankara.edu.tr
Yonca Odabaş yoncaodabas@yahoo.com
Günnur Ertong gertong07@gmail.com ■

> Futurs démocratiques : vers plus d'égalité et de participation

Markus S. Schulz, Université de l'Illinois, Urbana-Champaign (États-Unis), et membre du Comité du Programme de l'ISA pour le Congrès Mondial de 2014 à Yokohama



Des mères de la Plaza de Mayo, à Buenos Aires. Photo de Markus Schulz.

Le Comité de Recherche de l'ISA consacré à la Recherche sur les Futurs (CR07) organise son programme pour le prochain Forum à Buenos Aires sous la devise *Democratizing Futures* [« Vers des futurs plus démocratiques »]. Cette devise entend relier le thème général du Forum – « Justice sociale et démocratisation » – avec le thème central du Comité de Recherche. Dans sa version anglaise, cette devise revêt un double sens : entendu comme adjectif, *democratizing* exprime l'espoir que certains futurs apporteront plus de démocratisation ; entendu comme verbe, *democratizing* fait référence à la tâche de démocratiser le processus même de conception et de construction du futur. *Democratizing futures*, par conséquent, se rapporte à la quête sociale de justice et de participation. *Futures* est dé-

libérément employé sous sa forme plurielle, plutôt inhabituelle. Ainsi que des intellectuels post-coloniaux comme Arturo Escobar, Aníbal Quijano, Walter Mignolo ou Boaventura de Sousa Santos l'ont préconisé, nous avons besoin d'une épistémologie plurielle de savoirs diversifiés. Malgré l'attrait de leur simplicité, les modèles unilinéaires ne rendent pas compte de l'histoire telle que nous la connaissons. Des concepts transversaux semblent être mieux adaptés à des réalités confuses et souvent controversées. Des futurs plus démocratiques impliquent un dialogue portant sur des visions alternatives.

L'avenir avait paru relativement bouché durant les années 90, lorsque le dit « consensus de Washington » a préconisé des recettes néo-libérales pour que des adaptations structurelles aux stricts modèles du marché

soient appliquées dans différents pays à travers le monde. Les attaques étaient organisées depuis les jungles éloignées du Chiapas jusqu'à de grandes villes comme Seattle, Prague, Gênes ou Davos que les élites mondiales avaient choisies pour leurs réunions au sommet qui se déroulaient à huis clos. La politique de la peur mise en place au nom d'une « lutte antiterroriste » à l'échelle mondiale semblait permettre de prolonger le règne néo-libéral, jusqu'à ce que l'hyper-spéculation sur les marchés financiers vole en éclats et que même les médias traditionnels commencent à parler de l'« effondrement du capitalisme ». De telles annonces étaient bien sûr prématurées, puisqu'un sauvetage des banques pour une valeur de plusieurs milliards de dollars était organisé du jour au lendemain, mais elles indiquent bien à quel point la légitimité de ce régime économique

>>



Le mouvement Occupy Wall Street au Parc Zuccotti de New York.
Photo de Markus Schulz.

est fragile. La puissance américaine est entrée en déclin suite à l'invasion de l'Irak et face à la montée de la Chine et d'autres pays émergents. Les Sud-Américains, depuis l'Argentine jusqu'au Venezuela et du Brésil à l'Équateur, ont trouvé de nouveaux moyens pour rejeter les « conditionnalités » du FMI et de la Banque mondiale et suivre des voies nouvelles. Les révoltes dans le monde arabe ont permis d'évincer des tyrans depuis longtemps au pouvoir, ouvert de nouveaux espaces pour la démocratisation de la région, et servi d'exemples qui ont eu un retentissement même aux États-Unis.

Une petite manifestation à Wall Street s'est convertie en un mouvement national relié à des mouvements équivalents en Europe et ailleurs. Bien que le mouvement *Occupy* ait été ridiculisé par les médias institutionnels comme n'ayant pas une liste de revendications claire, cette absence d'idéologie déterminée contribue grandement à son pouvoir d'attraction. L'occupation du *Liberty Square* à New York, tout comme celle de nombreuses autres places dans l'ensemble du pays, visait avant tout à créer un espace de dialogue. Elle avait permis de transformer un Parc Zuccotti souvent stérile, « semi-public » bien que détenu par une entreprise privée, en un espace public florissant avec manifestations artistiques, mu-

sique, repas partagés, bibliothèque et débats politiques débordants de vitalité sur la manière de créer des futurs meilleurs non pas seulement pour les 1% les plus riches mais aussi pour les autres 99%. Comme en témoigne la myriade de pancartes en carton, les revendications et propositions qui étaient débattues étaient d'une économie plus juste à un environnement plus propre, en passant par des réformes de la fiscalité et de la loi de financement des campagnes électorales. La structure horizontale du mouvement était elle-même l'incarnation de l'objectif consistant à réclamer plus de démocratie. Le mouvement *Occupy* s'est élevé contre les inégalités sociales croissantes et l'influence de plus en plus grande du monde des affaires dans la vie politique. La répression policière a réussi à fermer la plupart des espaces qui avaient été occupés dans des centaines de villes américaines, mais une nouvelle génération d'activistes s'est initiée à l'action collective et est prête à poursuivre le combat pour des futurs plus démocratiques.

La sociologie peut apprendre de ces mouvements pour ce qui touche à la malléabilité des futurs. Voici certaines des questions qui seront abordées dans une série de séances organisées par le CR07 au Forum de Buenos Aires : Comment peut-on

créer des futurs plus démocratiques ? Comment des postulats et des aspirations concernant le futur influent-ils sur les activités courantes et le vécu collectif sur le long terme ? Qu'est-ce qui délimite l'horizon des imaginaires sociaux ? Comment nous faut-il repenser la démocratie en cette ère de mondialisation avancée ? Comment s'attaquer de manière durable à des problèmes pressants tels que le changement climatique à l'échelle globale, la dégradation de l'environnement, la faim ou la violence ? Que faire pour démocratiser la gouvernance, les infrastructures, la production, les médias et la technologie ? Comment rendre la répartition des biens, des risques et des opportunités plus équitable ? Comment les différentes forces sont-elles positionnées pour influencer sur les futurs possibles ? Quels enseignements peut-on tirer de la comparaison des luttes sociales dans différents pays et différents environnements ? Comment les mouvements d'émancipation et les pratiques quotidiennes sur le terrain résistent-ils à la discipline, à l'exploitation et au manque de reconnaissance ? Quelles conceptions de futurs alternatifs sont imaginables, souhaitables et réalisables ? Quelles sont les feuilles de route pour la transformation sociale ? Comment une recherche en sciences sociales orientée vers l'avenir peut-elle être liée à des débats publics plus larges ?

Nous remercions Alberto Bialakowsky, Alicia Palermo, Margaret Abraham, Michael Burawoy et Raquel Sosa dont les efforts et l'enthousiasme intellectuel ont rendu possible ce Forum en Argentine. De nombreux et passionnants débats et de riches rencontres ne manqueront pas d'être au rendez-vous à Buenos Aires. ■